

Points de repère

ANALYSES, PERSPECTIVES, DÉBATS

É t é 2 0 0 6

<http://alternatives.international.net>



Volume 6, No 3

DANS CE NUMÉRO

PERSPECTIVE

Le vent du changement

DOSSIER

Palestine

PANORAMA

Venezuela, Brésil, Inde, Népal, Maroc,
Capitalisme contre écologie

CONTROVERSES

Après le FSM polycentrique de 2006

5 \$



POINTS DE REPÈRE

Correspondance et abonnements



MONTRÉAL
3720 avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

PARIS
21 tel rue Voltaire
75011
Paris

RABAT
63 rue El Kadi Ayaad
Dour Jamaa
Rabat

JERUSALEM
PO Box 31417
Jerusalem
91313

<http://alternatives-international.net>

Trimestriel publié trois fois l'an.
Abonnement : 25 \$ US ou 25 euros

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement le point de vue d'Alternatives-International ni de ses membres..

Table des matières

PERSPECTIVE	5
DOSSIER	La Palestine	9
	Les impératifs de la lutte nationale	
	L'appel d'Olga	
	La seule voie possible	
PANORAMA	Un monde qui bouge	17
	Venezuela : l'énigme militaire	
	Brésil : Porto Alegre en question	
	Inde : le dilemme de la gauche	
	Népal : bilan d'une insurrection	
	Maroc : un pays fragile	
	Les convulsions de l'empire	
	Capitalisme contre écologie : la combinaison mortelle de la pauvreté urbaine et des risques naturels	
CONTROVERSE	Après le FSM polycentrique de 2006	33
	Bamako	
	Karachi	
	Athènes	
Contributeurs		

Perspective



Le vent du changement

Par Pierre Beaudet

Des alternatives pour les Amériques ?

Comme tant d'autres pays en Amérique du Sud, la Bolivie est maintenant en marche vers la récupération de ses ressources et la mise en place de grandes réformes sociales. Demain le Nicaragua et le Mexique seront également dans l'épicentre de la crise. Les mobilisations ne cessent de s'étendre, notamment du côté des groupes subalternes traditionnellement exclus, paysans et autochtones par exemple. Et quelquefois, ces mobilisations forcent des changements sur l'échiquier politique qui vont plus rapidement que ceux qui sont studieusement planifiés par les partis de gauche.

Certes, les contradictions et les limites de ces projets sont nombreuses et complexes. Dans une large mesure, des États qu'on dit souverains ont été désappropriés de leur souveraineté par les avancées du néolibéralisme à l'échelle mondiale. Le Brésil de Lula forcé de rembourser un milliard de dollars par jour d'une dette illégitime est coincé. À un autre niveau, les alliances sociales sur lesquelles reposent les projets de transformation restent fragiles et mouvantes puisque la «réconciliation» entre les intérêts des exclus avec ceux des couches moyennes est une utopie très difficile à réaliser au-delà d'une certaine rhétorique populiste. Certes à cause de la flambée des prix du pétrole, le Venezuela bolivarien peut à la fois améliorer le sort des démunis et ne pas mordre trop dans les privilèges des classes moyennes, mais c'est une situation exceptionnelle. Enfin, même si la mise en place d'un nouveau bloc latino-américain représente une alternative à l'ordre mondial, il n'en reste pas moins que le poids démographique, social, politique, économique du continent reste relativement limité. C'est très positif de voir les nouveaux gouvernements populaires parler d'une autre intégration régionale, mais

la réalité, c'est que l'essentiel de leurs économies est orienté vers le «nord» et cette situation ne peut changer rapidement. Bref, tout le monde est conscient des formidables avancées du mouvement populaire en Amérique du Sud, mais tout le monde sait aussi que les batailles devant seront probablement plus difficiles que celles derrière.

Résister dans l'«arc des crises»

Dans une autre vaste région qui s'étend de Jakarta à Casablanca et qui passe par une grande partie de l'Asie et de l'Afrique, l'essor des résistances est également remarquable. L'insurrection populaire qui a triomphé au Népal, le pays le plus pauvre de l'Asie, indique une vague de fonds où la colère accumulée par la paysannerie pauvre et les exclus de toutes sortes se transforme en un torrent. En Indonésie, aux Philippines, en Inde, voire au Pakistan, des projets traditionnellement subalternes secouent le statu quo, y compris celui des forces traditionnelles de gauche. Les dalits, les minorités dites nationales ou religieuses, les paysans sans terre, se visibilisent, en partie parce qu'ils sont en train de devenir majoritaires dans les grands centres urbains, en partie parce qu'ils prennent la parole et s'organisent. Pour les contenir et les exploiter, les anciennes formes de domination utilisant la violence et l'hégémonie sont en train de s'émietter. Plus à l'ouest, la résistance contre l'occupation militaire ne cesse de s'étendre en Irak et en Afghanistan, et menace de déstabiliser toute la région. Par contre dans cette sous-région, le courant hégémonique de la résistance est accaparé par des forces politiques rétrogrades et réactionnaires. Ce qui facilite le travail de l'impérialisme et de ses «intellectuels organiques», et qui s'empresse de défendre l'indéfendable en apportant un vernis moderniste et «droits-humains-iste» à une vaste entreprise de colonisation. Mais ils peuvent le faire plus facilement puisque que ces courants dominants dans la résistance combattent non seulement l'armée américaine mais aussi les mouvements démocratiques, anti-impérialistes et progressistes qui s'organisent de Kaboul à Bagdad en passant par Gaza et Niamey. Ceux-ci n'ont pas certes pas dit leur dernier mot, par ailleurs.

Les «indigènes» de la république

Écho de cette révolte des exclus et en même temps mobilisation sociale agissant sur ses propres bases, le «sud global» qui résiste dans les banlieues européennes ou états-uniennes s'affiche et crie «basta». Les confrontations qui continuent de secouer la France, la gigantesque mobilisation des «illégaux» aux Etats-Unis le Premier Mai dernier, témoignent d'une nouvelle subjectivité qui s'enracine dans le «sous-prolétariat qui est en train de devenir un mouvement social ascendant. En France, en Italie, en Espagne, au Québec, les contestations sociales se multiplient et isolent la droite sans nécessairement pouvoir renverser des gouvernements de plus en plus illégitimes. Chose certaine, le capitalisme «réellement existant» est entré dans une crise profonde que peinent à masquer les tentatives de «bricolage» de l'ordre mondial. La dégringolade des institutions, de l'OMC à la ZLÉA en passant par le projet de constitution européenne reflète



Manifestation du 1er mai à Paris

le désarroi des dominants. Également la dérive que représente le développement des législations et des mesures liberticides, vise à confiner les mouvements de contestation par la force brutale, à commencer par la répression violente contre les immigrant-es et réfugié-es.

Le syndrome de l'ours blessé

Il y a déjà longtemps, des visionnaires comme Rosa Luxembourg avaient mis en garde le mouvement social contre une vision naïvement optimiste résultant de l'avancée des forces de changement et de l'affaiblissement de la réaction. Le retour de la «barbarie», via la guerre, le génocide, la violence exacerbée, a été – et demeure- une réponse «adéquate» pour ceux qui veulent défendre le statu quo. En Europe au sortir du cycle des révolutions dans les années 20, les dominants ont pavé la voie à Hitler et Mussolini en commençant par Franco. En France, la droite n'avait pas peur de clamer, «Plutôt Hitler que le Front populaire» ! Un peu moins d'un siècle plus tard, c'est la même logique. L'impérialisme américain qui a globalement régi le capitalisme mondial depuis 1945 est aux abois, d'une part devant les assauts des peuples et des couches populaires un peu partout dans le monde, d'autre part devant l'émergence des compétiteurs actuels (l'Union européenne) et «émergents» (la Chine, la Russie, notamment). Comme un ours blessé, l'empire est alors tenté de «foncer en avant», adoptant un comportement agressif, erratique et jusqu'à un certain point, imprévisible. Non ce n'est pas une simple répétition du passé (Bush n'est pas Hitler), mais oui, cela ouvre la porte à des aventures guerrières extrêmement dangereuses. Dans ce sens, le délire américain en Irak et la destruction programmée de la société palestinienne pourraient annoncer ce qui s'en vient (Iran, Colombie et ailleurs). Et dans de telles circonstances, les forces de transformation pourraient être mises à la défensive.

Les nouveaux défis du Forum social mondial

Depuis le Chiapas, Seattle, Genoa, Porto Alegre et bien d'autres endroits dans le monde, le mouvement social réapparaît comme protagoniste principal, notamment avec et par les travaux du Forum social mondial. Et comme on le sait en 2006, le FSM a été polycentrique. À Bamako, Caracas, Karachi, Athènes, il a dépassé toutes les attentes non seulement par les niveaux de participation mais par la maturité des débats et l'articulation des alternatives. D'une manière bien marquée, le mouvement social et les réseaux de réseaux qui prennent forme dans le sillon du FSM ont l'ascendance, définissent l'agenda politique, bousculent tout le monde, la droite mais aussi la gauche. Ce processus sera-t-il assez consistant pour empêcher l'ours blessé de mettre le monde en l'air ? Saura-il surmonter les écueils que l'on a connus dans le passé en évitant de «hiérarchiser» les résistances tout en réussissant à les canaliser vers des objectifs communs et réalisables ? Pourra-t-il en d'autres mots élaborer ces nouvelles subjectivités capables de proposer un nouveau projet hégémonique altermondialiste, écologiste, féministe ???



1er mai à Montréal



PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL

Dossier Palestine



Le mur de sécurité force les écoliers à parcourir des kilomètres à leur retour de l'école

PHOTO : MICHEL LAMBERT

Les impératifs de la lutte nationale

Le processus d'Oslo est mort. Il a été définitivement enterré par Ariel Sharon en 2001, remplacé par la guerre permanente et préventive et l'unilatéralisme politique. Il serait évidemment prématuré d'affirmer qu'avec la mort du processus d'Oslo, l'option d'une solution négociée entre Israël et les Palestiniens n'existe plus. Tout dépend, en fait, de l'évolution de la politique états-unienne et d'un retour éventuel et probable à une politique de stabilisation régionale, après l'échec de la politique de déstabilisation et d'unilatéralisme guerrier mise en oeuvre en Irak.

*Par Michel Warschawski**

Mais quoi qu'il en soit, la question est aujourd'hui posée de la pertinence des solutions qui semblaient réalistes au moment où Yasser Arafat et Yitshak Rabin entreprenaient la tâche de mettre fin au conflit colonial centenaire en Palestine. En particulier de la création d'un État palestinien souverain en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, coexistant avec l'État sioniste. Avec l'accélération de la colonisation en Cisjordanie, la construction du mur et les mesures spatiales unilatérales, nombreux sont ceux qui se demandent si la « fenêtre d'opportunité » permettant la création d'un État palestinien souverain sur 22 % de la Palestine historique ne s'est pas définitivement fermée, et s'il n'est pas nécessaire d'envisager de nouvelles formules. Pour prendre cette question à bras le corps, il est nécessaire de revenir quatre décennies en arrière.

Objectif : « le retour »

Le mouvement palestinien de libération nationale s'est constitué, dans les années cinquante, comme un mouvement pour le retour. Le retour des réfugiés, expulsés en 1948, dans leur pays, dans leurs villages, dans leurs maisons. Les organisations armées de résistance qui vont prendre, à partir de la fin des années soixante la direction de ce mouvement (Organisation de Libération de la Palestine, OLP), ne remettront pas en question cet objectif stratégique central, mais la stratégie pour y parvenir: non plus par la guerre menée par les États arabes, mais par la lutte armée et l'organisation autonome des Palestiniens. La déroute des régimes arabes face à l'armée israélienne, en 1967, va donner aux organisations armées de la résistance palestinienne, et en particulier au *Fatah*, une aura qui dépassera largement les limites du peuple palestinien : « épice de la Révolution Arabe » dira-t-on pendant de nombreuses années dans les rangs du mouvement national et des organisations de la gauche arabes. Les incursions des Fedayins sur les territoires contrôlés par Israël devaient être le prélude et la méthode par laquelle la masse des réfugiés palestiniens pourrait réintégrer son pays, et y vivre souverainement.

Dès 1969, le retour se conjuguera avec un modèle constitutionnel de ce que devra être la Palestine libérée : un État démocratique et non confessionnel pour les Arabes de Palestine

et les Juifs qui y demeurent, perçus comme une communauté religieuse appartenant à la nation palestinienne, prise dans son sens français, c'est-à-dire la communauté de tous les citoyens de Palestine. Ce modèle, inspiré entre autres des positions de l'ANC d'Afrique du Sud, s'opposait au modèle multiconfessionnel libanais qui faisait de ce pays non pas une communauté de citoyens, mais une communauté de communautés. L'objectif d'une « Palestine démocratique et non-confessionnelle » marquait une rupture véritablement progressiste avec la conception qui prévalait jusqu'alors qui conjugait le retour des Palestiniens dans leur patrie spoliée avec le « rapatriement » des colons juifs et de leurs descendants vers leurs pays d'origine. Il ignorait cependant le caractère national et non confessionnel de la communauté juive-israélienne, même s'il s'agissait d'une nation pas encore totalement formée.

Cela dit, le *Fatah*, rejoint plus tard par les autres formations nationalistes, accepte, dès 1969, les Israéliens comme des citoyens égaux dans l'État palestinien, ce qui contraste, jusqu'à aujourd'hui, avec la position sioniste qui revendique un État ethnique (l'État juif), exclut le droit au retour des millions de réfugiés palestiniens, et maintient sa minorité palestinienne dans une situation de discrimination institutionnalisée. Contrairement aux idées préconçues et aux préjugés racistes enracinés y compris dans la gauche européenne, le mouvement national palestinien peut, jusqu'à aujourd'hui, donner des cours élémentaires de démocratie aux sionistes, même à ceux que l'on nomme « sionistes de gauche ».

Le tournant : « la partition »

C'est au milieu des années soixante-dix que Yasser Arafat remet en question non seulement la stratégie, mais l'objectif du combat national palestinien, en mettant en avant non plus le retour (qu'il continue évidemment à revendiquer) mais la souveraineté nationale, fondée sur une partition de la Palestine. C'est un tournant majeur, lié, entre autres, à la prise en considération que, dans l'état actuel des choses, la population israélienne, quasi-unanimement, ne renoncera pas à l'État ethnique, et que si les Palestiniens voulaient mettre fin à l'occupation de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie et obtenir une souveraineté nationale dans un avenir relativement proche, il fallait composer avec cette conception rétrograde de l'existence nationale israélienne. En 1988, le Conseil National Palestinien d'Alger allait ratifier à une large majorité, la perspective mise en avant par le leader palestinien, et fixer comme objectif stratégique la création d'un État palestinien souverain en Cisjordanie et à Gaza aux côtés de l'État Juif.

Les accords d'Oslo étaient sensés mener à la réalisation de cet objectif stratégique qui, dans l'opinion publique israélienne, avait réussi à largement percer et s'était imposé à une partie importante de la direction travailliste. Pourtant, tout en négociant avec l'OLP des accords intérimaires supposés mener à la fin du contrôle israélien sur les territoires occupés en 1967, les divers gouvernements israéliens poursuivaient, voire accéléraient, la



Centre ville de Ramallah, printemps 2006

PHOTO : MICHEL LAMBERT

colonisation de ces mêmes territoires. Rapidement, la réalité de la colonisation définissait les limites du territoire sur lequel Israël était prêt à voir se constituer un État palestinien indépendant, réduisant la Cisjordanie à une série de cantons isolés les uns des autres sur 50 % à 60 % du territoire occupé en 1967. Les « blocs de colonies » étaient de fait annexés à Israël, rendant la perspective d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza caduque.

C'est quand ce nouveau consensus israélien concernant les « blocs de colonies » est devenu une réalité que s'est posée la question, en Israël comme dans le mouvement national palestinien, sur la faisabilité d'une partition de la Palestine en deux États. « Est-ce encore réalisable ? » se demandent nombre de militants, avec un certain plaisir pour une partie d'entre eux, qui avaient considéré le « compromis historique » de 1988 comme une compromission. Mais même le premier qu'on ne peut pas soupçonner d'extrémisme, a posé publiquement la question : est-ce que la politique israélienne de colonisation intensive et d'unilatéralisme n'est pas entrain de s'imposer à elle-même le retour à la solution d'un seul État sur l'ensemble du territoire de la Palestine mandataire ? Car si l'option d'une partition disparaît, on en revient au programme originel de l'OLP, à savoir un État démocratique et non-confessionnel, ou encore celui, mis en avant par des progressistes israéliens, d'un État binational.

Vers un État démocratique et non confessionnel ?

A première vue l'idée d'une solution basée sur la formation d'un État commun aux Juifs et aux Arabes qui vivent (ou y ont vécu, et sont devenus des réfugiés) sur la terre de Palestine est

séduisante et certainement progressiste : elle rompt avec la conception ethnique de l'État, elle permet aux deux communautés d'exprimer leur liens affectifs, voire historiques, avec ce qu'ils considèrent, les uns et les autres, comme leur patrie, elle facilite la possibilité du retour des réfugiés. Sur tout, la solution de l'État unique, démocratique et non confessionnel n'exige pas des Palestiniens (et de cette minorité d'Israéliens qui se revendiquent du Grand Israël) à renoncer à une partie de ce qui fait le cœur de leur aspiration nationale. Et pourtant, il serait gravement erroné de considérer le passage de la revendication d'une partition profondément injuste, il faut le reconnaître, mais apparemment réaliste à celle d'un État unique, comme un pas en avant, comme une victoire. Bien au contraire : ce changement signifie l'échec d'une stratégie de près de trois décennies, et l'incapacité du mouvement national palestinien (et de ses alliés du mouvement de la paix israélien) à imposer à Israël un compromis qui pouvait mettre fin au conflit israélo-palestinien dans un laps de temps relativement court, c'est-à-dire en faisant l'économie de décennies supplémentaires de colonisation, de répression, de morts et de destructions.

Il s'agit, il faut le comprendre, d'un changement radical de séquence, et d'un passage d'une perspective à court/moyen terme à une perspective à long terme. Car la perspective d'un seul État pour les deux communautés qui vivent en Palestine suppose non seulement la fin de l'État Juif, mais la fin de la volonté des Israéliens d'avoir leur propre État et d'être prêts à se battre pour conserver cet État. Nous en sommes très loin. En l'état actuel des choses, les Juifs d'Israël ne veulent pas seulement conserver le caractère ethnique de leur État, mais encore l'élargir à l'ensemble de la Palestine. Si le mouvement national palestinien ne jouit pas aujourd'hui d'un rapport de force capable d'arracher

à Israël l'autodétermination sur moins d'un quart du territoire qu'il contrôle, rien ne permet d'assumer qu'il a les moyens de remettre en question, militairement, diplomatiquement ou par la bataille des idées, la souveraineté israélienne elle-même. D'autant plus qu'un État unitaire implique, s'il n'est pas imposé par la force, une volonté mutuelle de vivre ensemble, ce qui n'est le cas, aujourd'hui en Israël, que de 0,01 % de la population juive.

Il se peut et nous y reviendrons que la perspective d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza ne soit plus réaliste si elle ne l'a jamais été. La conclusion qui s'imposerait serait de passer d'une perspective de libération territoriale, c'est-à-dire soutenir à Israël le contrôle sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza, à une perspective de changement du régime politique en place et son remplacement par un régime démocratique et des droits égaux pour tous les résidents (présents et passés) de Palestine. D'un modèle de type algérien ou irlandais, à un modèle de type sud-africain de lutte contre le régime d'apartheid. Mais le changement qui s'imposerait de l'échec de la lutte pour une souveraineté palestinienne en Cisjordanie et à Gaza n'est pas seulement dans le domaine du temps (du court au long terme) et du cadre stratégique (de la libération territoriale à l'égalité des droits) : il s'agirait aussi de « dénationaliser » la lutte palestinienne et de remplacer le drapeau national par celui de la citoyenneté. En effet, le combat contre l'apartheid, en Afrique du Sud, n'a pas été mené par l'ANC au nom de la nation africaine comme le défendait le Pan-African Congress mais avec la perspective de créer, sur les ruines du régime raciste, une nation sud-africaine nouvelle, multiraciale, sous le drapeau arc-en-ciel de l'Afrique du Sud démocratique.

Un tel modèle semble extrêmement déphasé par rapport à la réalité des deux communautés concernées. S'il semble évident que les Israéliens ne sont pas sur le point de se « dénationaliser » et d'être prêts à renoncer à leur spécificité nationale et culturelle au coeur d'un monde arabe et musulman plus conscient que jamais de son identité propre, les Palestiniens non plus ne sont prêts à remplacer leur drapeau et leurs revendications nationales au profit d'une citoyenneté supranationale et des droits démocratiques individuels. Le fait que ce soient les courants palestiniens les plus nationalistes qui défendent la perspective de l'État démocratique laisse supposer qu'en fait ils revendiquent une Palestine unie spatialement mais identitairement arabe, laissant à la minorité juive les droits d'une minorité religieuse. Difficile d'imaginer un soutien juif massif à une telle perspective, même à long terme.

Un État binational ?

L'avantage du projet d'un État binational c'est qu'il répond à la fois à l'éventuelle impossibilité d'une solution basée sur la partition de la Palestine historique et aux impératifs de la revendication nationale, très largement majoritaire dans les deux communautés. Entre la Mer Méditerranée et le Jourdain, il n'y a pas seulement dix millions d'individus, mais aussi deux nations qui aspirent, l'une comme l'autre, à une existence nationale propre. On peut le regretter mais pas le nier. Et si les uns se battent depuis des décennies pour obtenir leurs droits nationaux, les autres se battront jusqu'au bout, le dos à la mer pour maintenir coûte que coûte leur souveraineté. Mettre fin au conflit signifie trouver une solution où les deux aspirations nationales puissent s'exprimer, soit dans deux États, soit sous une forme unitaire, fédérale, confédérale ou cantonale.

Les deux projets soumis au vote de l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 29 novembre 1947, pour résoudre « la question de la Palestine » s'appuyaient sur le binationalisme : la position majoritaire prônait deux États, un État arabe et un État juif, étroitement liés, la position minoritaire un État fédéral. L'État arabe n'a jamais vu le jour, et le territoire sur lequel il devait être établi a été divisé entre le nouvel État juif et le royaume hachémite de Transjordanie, sur la base d'un accord préalable entre le mouvement sioniste et l'Émir Abdallah. Quand, avec trente-cinq ans de retard, la création d'un État palestinien souverain s'est concrètement posée sous la forme d'une souveraineté palestinienne en Cisjordanie et sur la Bande de Gaza, elle s'est rapidement heurtée aux visées expansionnistes et coloniales de l'État d'Israël, pour finalement échouer sur l'intransigeance d'Ehoud Barak au sommet de Camp David en juillet 2000.

Pour certains, le fiasco de Camp David ferme définitivement l'option d'une partition acceptable par les deux parties, et met à l'ordre du jour, comme unique possibilité réaliste, même si à long terme, une coexistence dans le cadre d'un seul État. Il me semble pourtant que cette analyse soit, pour le moins prématurée, et pêche par une surestimation des facteurs objectifs au détriment du facteur politique. L'immense majorité des Palestiniens continuent à croire à et à se battre pour un État Palestinien souverain en Cisjordanie et à Gaza, libérés de l'occupation israélienne ; une majorité d'Israéliens souhaitent, ou pour le moins croient inévitable, la constitution d'un État Palestinien en Cisjordanie et à Gaza, ne serait-ce que pour maintenir le caractère démographiquement juif de leur propre État ; la communauté internationale partage ce point de vue. Pour fermer la porte devant cette option politique, il est nécessaire de briser cette aspiration politique et le mouvement national palestinien. C'était précisément tout l'objectif de la sanglante campagne de pacification d'Ariel Sharon entre 2001 et 2005. Mais elle a échoué, et les Palestiniens continuent à se battre pour leur État indépendant. Tant que ce sera le cas, leur cause doit être la notre et leur revendication au coeur de nos campagnes solidaires.



État juif et binationalisme

Quel que soit l'objectif concret pour lequel il y a lieu de combattre, y compris celui d'une partition de la Palestine historique, le concept du binationalisme est, aujourd'hui, essentiel dans la pédagogie politique d'organisations israéliennes se revendiquant d'une position démocratique qui, dans le cas de l'État sioniste, signifie démocratique révolutionnaire. En effet, Israël se définit comme « État juif », pris dans son sens d'État aussi démographiquement juif que possible. Or, dans une optique démocratique, cette conception se doit d'être deux fois rejetée : d'abord, parce que l'idée d'un État ethnique est haïssable et toujours lourde d'une obsession démographique et d'une tentation à l'épuration ethnique ; ensuite, parce que dans la réalité concrète d'Israël, elle implique inévitablement une discrimination structurelle et institutionnalisée contre les populations non-juives, et en particulier la (grande) minorité palestinienne.

C'est bien là la raison pour laquelle il est impératif, en Israël, de mener des campagnes de sensibilisation et d'éducation sur le thème du binationalisme, comme antidote au concept de l'État Juif, comme alternative à l'État ethnique. Ceci, indépendamment des objectifs concrets de la lutte politique, un État palestinien en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza ou autre chose. Les valeurs de coexistence, de partenariat, de coopération doivent être notre réponse à la philosophie de la séparation et à la politique des murs. C'est cette préoccupation que nous retrouvons dans une initiative israélienne qui a connu, il y a un an et demi, une petite notoriété sous le nom d'« Appel d'Olga » (Olga étant le nom de la petite ville sur la côte israélienne où il a été rédigé). Comme l'indiquent les six initiateurs de cette initiative, tous vétérans de la solidarité avec le peuple palestinien et idéologiquement anti-sionistes, l'objectif de cet appel est précisément de lancer un débat de fond dans la société israélienne et ses forces de gauche : « Nous n'avons ni l'intention de créer un autre mouvement contre l'occupation, ni un parti politique (programme, institutions, dirigeants). Nous voulons provoquer un débat public de fond sur l'impasse israélienne dans laquelle nous vivons et sur les changements profonds indispensables pour en sortir. Il n'y a pas un seul Israélien qui ne sache pas qu'il ne s'agit pas de questions futiles, mais de l'avenir des peuples de ce pays. » L'écho rencontré par cette initiative démontre qu'il est urgent, en Israël, de proposer un cadre de réflexion et d'action qui ne se limite pas au combat indispensable et toujours encore prioritaire contre l'occupation et la répression dans les territoires occupés, mais soulève les questions de fond sur la nature des relations coloniales entre les deux peuples et les alternatives à mettre en oeuvre. L'ont parfaitement compris ces quelques dizaines de militants et d'intellectuels palestiniens qui ont relevé le défi et proposé des rencontres de réflexion sur les thèmes proposés par cet « appel d'Olga ».

* Michel Warschawski, animateur d'Alternative Information Center (AIC) en Israël, est journaliste et écrivain. Il a publié notamment : Israël-Palestine, le défi binational (Textuel, Paris 2001), Son Sur la frontière a été réédité en livre de poche avec une nouvelle postface par Hachette Littératures (Paris 2004).

Appel d'Olga (extraits)

37 années après qu'Israël ait conquis le reste des territoires palestiniens, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, plus de trois millions et demi de Palestiniens qui vivent sous son contrôle, sont enfermés dans leurs villes et dans leurs villages, comme des animaux dans leurs enclos. Le concept « État palestinien » qui, pendant des années symbolisait l'option de la paix est utilisé par des politiciens israéliens comme une formule trompeuse pour marketiser la réalité de l'occupation. En attendant, Israël élargit les opérations de destruction en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, déterminée à réduire le peuple palestinien en poussière.

Nous sommes unis dans notre certitude que la paix et la réconciliation exigent qu'Israël reconnaisse sa responsabilité dans les injustices subies par les Palestiniens, et soit prêt à les réparer. La reconnaissance du droit au retour découle de nos principes : réparer les torts qu'ont subi sans interruption pendant plus d'un demi-siècle les réfugiés palestiniens, génération après génération, est une condition sine qua non, non seulement pour une réconciliation avec le peuple palestinien, mais aussi pour réparer nos âmes à nous, Juifs d'Israël.

Il n'est ni nécessaire ni judicieux de tenter, aujourd'hui, de deviner quelle forme prendrait notre vision d'une coexistence : deux États ou un État ? Une confédération ? Ou peut-être une fédération ? Et qu'en est-il d'une solution cantonale ? Quoi qu'il en soit, il y a une précondition évidente, nécessaire pour faire progresser notre vision d'une coexistence, à la fois comme impératif moral supérieur et comme réponse aux problèmes immédiats : la fin immédiate de l'occupation.

Guivat Olga, juin 2004

Cet appel a été signé par Anat Biletsky, Andre Dreznin, Haim Hanegbi, Yehudith Harel, Michel (Mikado) Warschawski, Oren Mediks, tous vétérans de la solidarité avec le peuple palestinien

La seule voie possible

Par Mustafa Barghouti

Les Palestiniens font face à une des pires agressions de leur histoire contre leur droit à l'auto-détermination, leur bien-être économique et leur futur en tant que peuple indépendant.

Israël, avec le soutien actif des pouvoirs internationaux et l'accord tacite des autres pays, développe inexorablement son emprise militaire, politique et économique sur le peuple Palestinien. Mais les centaines de barrages routiers, la poursuite de la construction du mur de séparation, le blocage des millions de dollars destinés à l'Autorité Palestinienne (AP) et de l'assistance humanitaire ne sont pas seulement pour les Israéliens des moyens de serrer les vis.

Ces moyens font partie intégrante de leur objectif de s'assurer la bénédiction internationale pour leur prochaine action unilatérale qui consistera à confisquer près de la moitié de la Cisjordanie, y compris Jérusalem, et par la même occasion à supprimer toute possibilité de création d'un Etat Palestinien indépendant et toute perspective de paix basée sur une solution à deux-états.

Même si Mère Thérèse revenait à la vie et devenait présidente du peuple de Palestine, Israël continuerait à refuser de reconnaître qu'il y ait un partenaire palestinien pour une négociation. Une telle reconnaissance signifierait qu'Israël est dans l'obligation de négocier, ce qui est la dernière chose qu'Israël souhaite aussi longtemps qu'existera la possibilité d'imposer les réalités sur le terrain. Pendant ce temps, le regrettable conflit interne entre le Hamas et le Fatah est une des nombreuses excuses que les occupants invoquent comme un écran de fumée pendant qu'ils renforcent leur main-mise. En effet, si Israël s'active à quelque chose c'est à alimenter le conflit interne palestinien pour faire en sorte qu'il dégénère en véritable guerre civile. Pour Israël, cela s'inscrirait parfaitement dans sa campagne actuelle d'intensification des incursions, des arrestations et des bombardements, correspondant à la phase finale du projet sioniste maintenant modifié de façon à voler le maximum possible de terres palestiniennes et à cloisonner les Palestiniens dans des prisons et des cantons.

Israël a déclenché une guerre implacable contre les Palestiniens, une guerre menée sur les fronts politique, économique et militaire. Lorsqu'un peuple se retrouve propulsé dans un conflit de cette façon, son seul choix possible est de concentrer toutes ses énergies pour un seul but : faire échec à l'attaquant. C'est le futur même des Palestiniens qui est en jeu, et nous devenons défendre notre futur comme celui de nos enfants, défendre notre droit à une paix juste et à une véritable sécurité et notre droit à une vie digne.

Dans une situation aussi critique, les intérêts partisans et les divergences entre organisations perdent en importance et les rivalités parlementaires comme les campagnes électorales perdent de leur intérêt puisque les éventuels gagnants font face en dernier ressort au même destin que les éventuels perdants : l'empri-

sonnement derrière les murs de haute-sécurité construits par le pouvoir occupant, sous la menace constante des attaques de ses tanks et autres machines de guerre.

C'est cela, l'amère réalité que les treize années qui ont suivi la signature des accords d'Oslo n'ont pu dissimuler. Nous sommes encore et toujours sous occupation. Gaza est simplement devenue la plus grande prison du monde et l'Autorité Palestinienne comme le gouvernement palestinien, et quelque soit le genre d'accord économique et politique qu'ils puissent conclure, ne sont jamais que des sujets sous le contrôle de leurs surveillants comme quiconque en Palestine.

Je ne nie pas que les Palestiniens ont réussi à développer leurs capacités à s'auto-gérer par l'exercice de pratiques démocratiques à l'occasion de leurs élections municipales et parlementaires. Cette expérience démocratique unique a mis un terme, et définitivement, aux prétentions des occupants israéliens d'imposer un régime fantoche au peuple palestinien. Que la légitimité d'une position de responsabilité soit uniquement basée sur la volonté populaire comme cela a été démontré à travers les urnes est un acquis qui ne doit jamais être remis en cause.

Cet acquis excluant clairement la possibilité pour Israël d'imposer aux Palestiniens [avec leur consentement] des solutions leur portant préjudice, l'on comprend pourquoi les occupants ont adopté leur stratégie basée sur des solutions décidées unilatéralement.

Si les Palestiniens veulent sauvegarder leurs avancées démocratiques et briser le blocus israélien, ils doivent alors lancer une contre-offensive contre les objectifs des Israéliens aux niveaux régional et international, en mettant pour le moins constamment en évidence que les pratiques de l'occupant violent les lois et conventions internationales et toutes les valeurs humanitaires. Nous devons garder à l'esprit que nous menons une lutte très simple qui requiert une stratégie unifiée et un plan d'action unifié.

Aucune organisation palestinienne ne peut elle-même prendre en charge ce combat. Il y a six ans, j'avais appelé à la création d'une direction nationale unifiée. Aujourd'hui nous payons un prix terrible pour avoir négligé l'importance d'une telle direction.

Une stratégie unifiée doit en premier se concentrer sur quatre objectifs majeurs :

- unifier nos énergies et nos activités dans le cadre d'un accord simple sur les normes et les règles applicables
- briser l'isolement international et le blocus financier qui ne sont pas totalement verrouillés mais que les personnes concernées ne sont pas disposées à abroger
- s'attaquer aux difficultés économiques en remobilisant les énergies des Palestiniens à l'étranger pour qu'ils viennent en aide à leur nation et à leurs compatriotes résidant en Palestine

- contrecarrer le plan unilatéral israélien de désengagement par une campagne internationale mettant en lumière l'injustice d'un tel plan et présentant une alternative convaincante basée sur les résolutions internationales soutenant les droits des Palestiniens.

La première étape pour atteindre ces objectifs est d'intégrer les trois organisations palestiniennes qui sont encore en-dehors de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) — le Hamas, le PNI (Palestinian National Initiative) et le Jihad Islamique - dans le cadre de l'OLP et de mettre en place une direction unifiée qui déterminera collectivement des positions politiques et des actions des Palestiniens.

Une fois ce mécanisme en place, aucun parti n'aura le droit d'agir en-dehors du consensus national ou de prendre des décisions de façon unilatérale. Simultanément, bien évidemment, la tâche de réformer l'OLP sera poursuivie ainsi que la relance du dynamisme nécessaire pour que les Palestiniens de la Diaspora puissent participer aux élections dans ses différentes instances.

La seconde étape est de mettre en place un gouvernement d'unité nationale représentant tous les blocs parlementaires. Le noyau de ce gouvernement prendra la forme d'un conseil de ministres constitué de représentants de tous les blocs parlementaires et disposant des pouvoirs requis pour prendre des décisions politiques et sociales qui sont celles d'un gouvernement.

Dans tous ses actes et prises de position, ce gouvernement restera totalement conforme avec le droit des Palestiniens à établir un état indépendant sur tous les territoires palestiniens occupés lors de la guerre de 1967, dont Jérusalem, avec la suavegarde des droits des réfugiés palestiniens, et le maintien d'une opposition absolue au Mur de séparation et aux colonies israéliennes.

Un des premiers actes de ce gouvernement pourrait être d'appeler à une conférence internationale pour résoudre toutes les questions liées à un statut final dans le cadre du conflit israélo-palestinien, sur la base des résolutions internationales et de l'initiative de la Ligue Arabe [la restitution des territoires palestiniens sous occupation contre la paix et l'établissement de relations économiques et diplomatiques].

En définitive, de façon à ce que ce mécanisme reste fort et cohérent, les forces qui s'y impliqueront doivent rester engagées vis-à-vis des règles et procédures démocratiques dans la façon de résoudre leurs divergences dans le cadre d'un dialogue national comme dans le nécessaire processus de réforme qui est à poursuivre.

De façon évidente un programme d'unité nationale ne sera pas la propriété d'une organisation particulière. Alors que toutes les organisations ont le droit de disposer de leurs propres analyses et de leurs propres plateformes, elles doivent en même temps accepter l'idée d'être liées par le consensus national. C'est en définitive le meilleur moyen d'assurer à la fois l'unité de vue et l'efficacité.

Un gouvernement d'union nationale ne peut être dissout. Une direction nationale et unifiée ne peut être défaite. Même isolées du reste, toutes ces réalisations contribueraient à renforcer le moral du peuple palestinien, à développer ses actions et à imaginer de nouveaux moyens pour forcer les portes d'un large et puissant mouvement international de solidarité que notre région et le monde entier n'ont jamais vu.

Chaque organisation a tenté de suivre sa propre voie en conformité avec ses propres buts. Il ne reste plus qu'une seule voie à tenter : celle de l'unité sous la conduite d'une direction nationale unifiée.

Mustafa Barghouti
<http://www.almubadara.org/new/english.php>





Manifestation le 24 avril après la réinstallation du Parlement népalais

PHOTO : AP/MANISH SWARUP

Panorama

VENEZUELA : L'ÉNIGME MILITAIRE

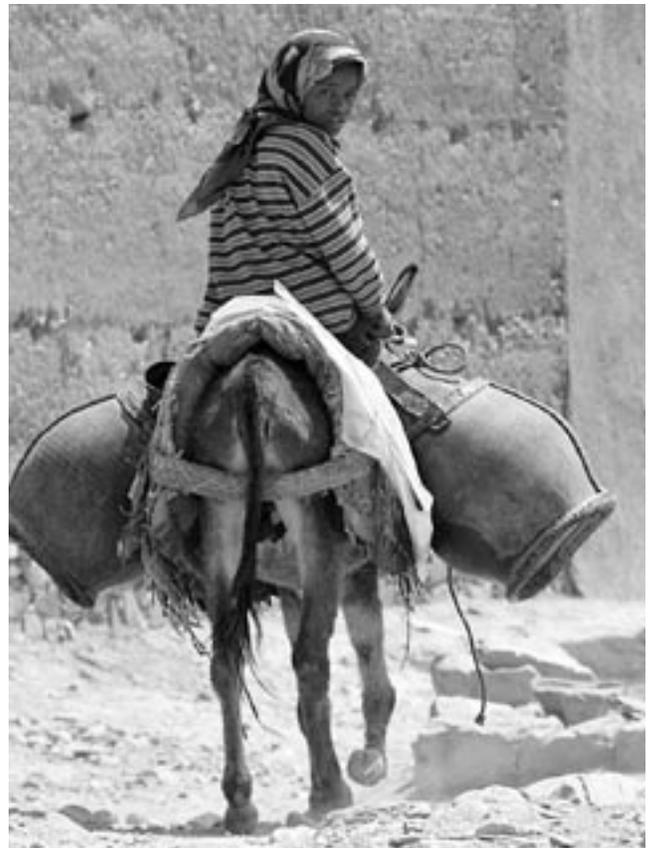
PORTO ALEGRE : LES ACQUIS MENACÉS

INDE : LE DILEMME DE LA GAUCHE

NÉPAL : LE CONTEXTE DE L'INSURRECTION

MAROC : UN PAYS FRAGILE

LES CONVULSIONS DE L'EMPIRE



Venezuela : l'énigme militaire

Récemment lors du Forum social mondial au Venezuela, il a été frappant d'entendre des participants à des ateliers contre la guerre parler de l'«armée du peuple» dans ce pays des Caraïbes. Le Venezuela connaît une période de transformations radicales et les militaires sont au centre du processus. Comment comprendre cette évolution dans un continent où l'armée est habituellement là pour défendre le status quo ? Est-ce que le Venezuela est une exception ou un précurseur de ce qui s'en vient dans le monde ?

Par Walden Bello

Selon le sociologue vénézuélien Edgardo Lander, l'armée de son pays se caractérise par le fait de sa composition populaire, même dans le corps des officiers. : «En général, les classes supérieures ont toujours considéré l'idée d'une carrière militaire avec mépris». Dans son histoire de la révolution vénézuélienne, l'historien Richard Gott explique que les officiers ont été envoyés dès les années 1970 dans les universités pour côtoyer la population estudiantine.¹ «Ils ont été très tôt exposés aux idées progressistes dans un contexte où la gauche dominait les universités. «Ils se sont aussi intégrés davantage à la société civile plus qu'ailleurs en Amérique latine.» En contrepartie selon Gott, beaucoup moins d'officiers vénézuéliens ont été envoyés à l'école des Amériques dirigée par l'armée américaine à Fort Benning en Georgie. Cette école a été le principal centre de formation militaire pour équiper les militaires dans la «lutte contre l'insurrection». Certes, ces facteurs expliquent en partie que l'armée vénézuélienne est moins réactionnaire. Mais cela ne permet pas de comprendre pourquoi elle se trouve au centre du processus de transformation le plus radical de l'hémisphère. Pour Gott et Lander, le facteur principal réside dans le rôle joué par Hugo Chavez.

Le facteur Chavez

Chavez est à la fois une personnalité charismatique, un grand orateur, un acteur politique expérimenté et courageux. Il est aussi l'homme de l'armée, qui estime que cette institution est celle qui a libéré le Venezuela à l'époque de Simon Bolivar. Le Président pense que l'armée est donc destinée à jouer un rôle décisif dans la transformation sociale de son pays.

Selon les dires de Chavez lui-même, il s'est joint à l'armée au début pour jouer au baseball. Mais dans les années 1970, les militaires traversaient une période turbulente. Ils étaient au cœur de la lutte contre la guérilla tout en étant exposés aux idées progressistes dans les universités où proliféraient les groupes de gauche clandestins. Plus tard, Chavez est devenu enseignant d'histoire au Collège militaire du Venezuela. Entre-temps, il a entrepris de construire un réseau clandestin, le «Mouvement révolutionnaire Bolivarien». Il était très critique face au système démocratique dysfonctionnel dominé par deux grands partis corrompus, l'Accion Democratica et la Copei. Peu à peu a germé

l'idée d'un coup d'état qui ouvrirait la porte à une renaissance nationale. Mais tel que le raconte l'historien Richard Gott, la révolte populaire de 1989, le «Caracazo» a pris les militaires de court. Pendant trois jours, des milliers de pauvres urbains et ruraux ont envahi les rues pour s'opposer aux hausses de prix ordonnées par le gouvernement sous l'influence du FMI. Cette révolte eut un impact durable sur les militaires, d'une part pour démontrer l'ampleur de la colère populaire, d'autre part pour placer les militaires dans le rôle ingrat d'agents de la répression.

Trois ans plus tard, Chavez était devenu commandant d'un régiment de parachutistes. Avec ses collègues, il jugea que le temps de l'action était arrivé. Son coup d'état échoua, mais par cette action, Chavez est devenu une personnalité nationale. «En une minute à la télévision explique Gott, Chavez est devenu un héros en demandant aux militaires de baisser leurs armes». Il en profita également pour livrer un message politique, appelant la nation à se réinventer.

Emprisonné pendant quelque temps, Chavez libéré s'investit dans la campagne présidentielle. Tout en restant en contacts avec ses compagnons militaires, il a alors choisi la voie constitutionnelle et ainsi, il fut élu une première fois en 1998 avec une large majorité. Son gouvernement se caractérisa dès le début par le grand nombre de militaires en faisant partie. En 1999 lors des pluies torrentielles qui détruisirent une partie du pays, l'armée fut déployée pour aider les gens. Des unités composées de militaires et de civils furent constituées pour développer de nouveaux programmes agro-industriels. Les hôpitaux militaires furent ouverts à la population.



Transformer l'institution militaire ?

Cette réorientation de l'armée fut cependant critiquée par certains secteurs de la hiérarchie militaire qui ne voyait pas d'un bon œil le président populiste et les réformes radicales. Lorsque furent mis sur la table des projets comme la réforme agraire et la reprise en main du secteur pétrolier, des éléments de l'armée ont entrepris une nouvelle conspiration avec l'appui de l'élite, des propriétaires des grands médias et d'une partie de la classe moyenne. En avril 2002, les confrontations aboutirent au coup d'état. Mais celui-ci fut mis en échec par les commandants sur le terrain et les officiers juniors qui sont restés loyaux à Chavez ou neutres. Entre-temps, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour appuyer Chavez. Peu après, les loyalistes ont déclenché un contrecoup et arrêté les putschistes. Revenu au pouvoir, Chavez en a profité pour compléter la transformation de l'armée. Plus de 100 officiers supérieurs ont été mis en accusation ou renvoyés. Une purge en profondeur a mis en place une nouvelle direction de l'armée, au détriment des ambitions des putschistes et des Etats-Unis.



Le projet de Chavez qui se définit comme un mouvement «vers» le socialisme repose sur l'appui très fort des classes populaires. Mais l'armée est la seule institution organisée sur laquelle il s'appuie. Les médias, la hiérarchie de l'Église, la bureaucratie, les partis politiques, sont globalement contre lui. Chavez entre-temps préfère continuer avec un mouvement plutôt vaguement organisé derrière lui. Avec l'armée, Chavez accélère l'inclusion des auxiliaires urbains et des réservistes, mieux connus sous le nom des «Cercles bolivariens» qui comptent près d'un million de membres et qui jouent un rôle central dans l'organisation et la provision des services sociaux dans les bidonvilles. Ces auxiliaires participent avec la garde nationale à l'expropriation des terres privées dans le cadre du programme de réforme agraire.

Un modèle ou une exception ?

Selon Lander, l'armée est loyale parce qu'elle n'est pas corrompue et qu'elle est plus efficace que les autres institutions. «Elle est particulièrement fonctionnelle pour faire face aux problèmes immédiats, comme la construction d'écoles et de cliniques servies par des médecins cubains. Mais ce n'est pas une solution à long terme. Une révolution qui ne s'institutionnalise pas faiblit à la longue. Il y a une prolifération de solutions ad hoc». Certes à court terme, Chavez et ses officiers sont enthousiastes à poursuivre la révolution. Interrogé à ce sujet par Richard Gott, Chavez expliquait qu'avant, «les militaires étaient comme des eunuques. Ils ne pouvaient pas parler. Ils devaient regarder dans le silence la corruption et le désastre infligé par le gouvernement. Des officiers volaient la nourriture des soldats. C'était une fausse discipline». Ce genre de frustrations est à l'œuvre dans d'autres forces militaires dans le tiers-monde.

Aux Philippines par exemple, l'armée est agitée. Elle est traversée de courants contradictoires qui réagissent à une crise qui ressemble à celle du Venezuela. Mais il est peu probable que les militaires philippins suivent la voie d'Hugo Chavez. Cette armée n'a pas d'héritage révolutionnaire nationaliste. Elle a été formée sous la direction des Etats-Unis lors de la campagne de «pacification» dans les années 1890. Depuis l'indépendance en 1946, l'institution militaire a gardé des liens très proches avec l'armée américaine. Elle n'a pas développé d'affinités avec la société civile ou le monde universitaire comme le Venezuela. Elle a au contraire concentré ses efforts à combattre l'insurrection de la Nouvelle armée populaire. Les groupes putschistes qui ont émergé ces dernières années comme le Mouvement pour la réforme des forces armées ne se présentent pas avec une perspective anti-impérialiste ou de classe. Enfin, l'armée reste proche des élites traditionnelles.

L'histoire n'a cependant pas dit son dernier mot. Les forces armées peuvent être affectées par les transformations dans le milieu ambiant. Après tout dans les années 1980, il n'était pas évident que l'armée vénézuélienne évoluerait d'une telle façon.

¹ Hugo Chavez: The Bolivarian Revolution in Venezuela

Les acquis menacés de Porto Alegre

Par Daniel Chavez *

En 1989, le PT remportait les élections à la mairie de Porto Alegre. 15 ans plus tard, le PT a été vaincu. Qu'est-ce qui arrive depuis avec le budget participatif et la gouvernance démocratique qui avaient fait de cette ville du sud du Brésil une sorte de laboratoire de la citoyenneté ?

L'expérience du budget participatif

Pendant 15 ans, les citoyens, les élus et les fonctionnaires de Porto Alegre ont tenté de mettre en place un système de prise de décision ouvert, participatif. Les investissements publics étaient décidés par les citoyens au contraire des pratiques précédentes marquées par le secret, le clientélisme et la corruption. On avait l'impression que ces citoyens construisaient un pouvoir public réellement dynamique et indépendant du gouvernement. Les racines populaires du budget participatif donnaient aux citoyens une influence réelle sur le gouvernement et constituaient une innovation dans la pratique démocratique. C'est justement ce processus de décision qui est l'enjeu des conflits actuels et qui oppose des conceptions opposées du budget participatif et de la gouvernance. Les habitants de Porto Alegre (1,3 millions) sont concernés, mais aussi, tous ceux qui observaient l'expérience en cours en Amérique latine et ailleurs dans le monde. Présentement, plus de 250 municipalités d'Amérique latine se sont engagées dans le processus du budget participatif. En Europe, de multiples expériences sont en cours, notamment à Séville (Espagne). Un réseau international a été mis en place avec l'appui de l'Union européenne, «*Urb-al*», et regroupe 374 villes européennes et latino-américaines.

Questions d'interprétation

Le budget participatif a été applaudi par la Banque mondiale, par le PNUD, par Habitat. Pour la Banque mondiale, il s'agit d'une bonne technique de gouvernance qui exclut toute connotation politique, encore plus le concept de pouvoir populaire. Depuis, des gouvernements conservateurs dans certaines villes latino-américaines mettent en place ce qu'ils appellent des budgets participatifs qui agissent en fin de compte pour valider les politiques de privatisation. De l'autre côté, la leçon de Porto Alegre est également appréhendée par la gauche. C'est ainsi qu'on assiste à son expérimentation dans plusieurs cités du Venezuela actuellement. Ce débat entre interprétations contradictoires est en cours à Porto Alegre. Le présent gouvernement de droite élu en 2004 a lancé un nouveau programme, *governança solidaria local* (gouvernance locale solidaire), applaudi par la Banque mondiale, mais dénoncé par les mouvements sociaux et les ONG locales. Le maire actuel, *José Fogaça*, s'était engagé à maintenir le budget participatif, probablement à cause de sa popularité, tout en promettant de «changer les formes».

La défaite du PT

Si le PT a été défait en 2004, c'était davantage le reflet d'une certaine usure du pouvoir plutôt que le rejet de la nouvelle gouver-

nance qui avait été inaugurée 15 ans plus tôt. Encore aujourd'hui d'ailleurs, le PT avec 47% du vote demeure de loin le parti le plus populaire, mais la droite a mis de côté ses différences pour constituer une grande coalition hétéroclite dont le seul ciment est le rejet du PT. La droite a également capitalisé sur le désir de certaines couches moyennes de renverser les priorités de l'administration précédente qui privilégiaient les quartiers populaires.

Le dévoiement d'une bonne idée

Fogaça avant d'être maire était le consultant de la *Fédération des industries de l'état de Rio Grande do Sul* (dont Porto Alegre est la capitale). Il était lié également au conglomérat *Grupo RBS*, qui contrôle la télévision et la presse dans la région. Son principal adjoint, *César Busatto*, continue de parler de participation populaire, mais le noyau dur des groupes qui avaient mis en place le budget participatif estiment que les mots sont vidés de leur substance. Selon l'ONG locale *CIDADE*, «on maintient le formalisme du budget participatif, mais on en change le contenu». Le conseil du budget participatif, qui était l'organe de coordination du processus, ne reçoit plus l'information de la municipalité. Les élus ne participent plus aux assemblées. L'imputabilité de l'administration est en déclin parce que les dépenses et les projets sont gardés secrets. Les conseillers municipaux et les cadres de la ville retournent aux bonnes vieilles pratiques du clientélisme. En fin de compte selon *Felisberto Luisi*, un militant des associations de quartiers, «le processus est dévoyé. Le plan d'investissements a été formulé par la municipalité puis présenté au conseil du budget participatif. Les réunions sont espacées et les citoyens n'ont pas vraiment la possibilité de s'exprimer. L'administration actuelle explique qu'elle veut intégrer dans le processus ceux qui avaient été exclus dans le passé, les entreprises privées, les fondations, les universités, les églises et les agences de l'état et du gouvernement fédéral. Les organisations populaires qui étaient au centre du processus deviennent un acteur parmi d'autres. «C'est un rejet du principe de souveraineté populaire qui avait caractérisé le budget participatif à Porto Alegre», selon *Sergio Bayerle* de *CIDADE*.

La gauche se cherche

Le nouveau maire parallèlement impose des mesures d'austérité. Des services publics sont «corporatisés», comme le logement social, l'eau et les égouts. De nouvelles mesures pour alléger les taxes aux entreprises ont été mises en place. Devant tout cela, les assemblées du budget participatif sont très houleuses. Les secteurs populaires confrontent ouvertement le maire. Ils estiment que le but de l'administration actuelle est de déverser les responsabilités sociales vers les «partenariats public-privé». Les mouvements sociaux sont toutefois hésitants. Certains estiment qu'il faut travailler avec l'administration actuelle pour sauver l'essentiel. Des anciens leaders du PT et des mouvements sociaux se sont retrouvés embauchés par le gouvernement de droite. Le PT dans son ensemble est dans une posture difficile, critiqué pour les problèmes de corruption révélés l'an passé et à la recherche d'un nouveau souffle.

* Traduit et abrégé d'un article publié dans *Red Pepper* (Londres), édition de mai 2006

Inde : le dilemme de la gauche

La gauche indienne, structurée principalement autour de deux Partis communistes¹ est depuis longtemps face à un dilemme. Elle connaît des succès au niveau électoral dans certains États. Elle est devenue une force nationale sur laquelle doivent compter les autres forces politiques, notamment le Parti du Congrès. En même temps, la gauche est forcée d'appuyer le Parti du Congrès comme rempart contre les forces de la réaction et de l'intégrisme. D'autre part, elle combat ce parti qui représente l'élite indienne installée au pouvoir depuis 1948 et qui poursuit maintenant un agenda carrément néolibéral. La réconciliation de ces termes de l'équation est tout un défi.

Par Sumanta Banerjee

La gauche interpellée

Le mouvement communiste en Inde transporte les vestiges des premières générations du mouvement marxiste. À la fin de sa vie, *Frédéric Engels* admettait que les hypothèses du départ prévoyant une insurrection générale contre le capitalisme étaient dépassées et qu'il fallait plutôt aller dans le sens de la voie électorale. Constatant l'avancée de la social-démocratie en Europe, Engels affirmait qu'il était ironique de voir que la gauche était plus à l'aise dans l'espace légal que dans l'action de combat (Introduction à l'édition de 1985 des «Luttes de classes en France» de *K. Marx*). Il semblait évident alors que tel était l'avenir de la gauche à l'ombre d'un capitalisme rajeuni et à l'assaut du monde avec de nouvelles techniques industrielles. Cent ans plus tard, la dégénérescence du système socialiste découlant de l'implosion de l'URSS et la cooptation de la Chine à l'intérieur du système capitaliste mondial ont jusqu'à un certain point dévalué l'idéologie du socialisme comme une alternative aux yeux d'une grande partie du monde. Entre-temps, le capitalisme néolibéral émerge sous l'hégémonie des États-Unis. Comme durant la dernière période de vie d'Engels, le capitalisme a réussi à harnacher la technologie en la concentrant dans deux secteurs stratégiques, l'information et le militaire. Les adversaires de ce capitalisme sont confrontés et doivent inventer de nouveaux outils politiquement et techniquement adéquats.

Avancées et contradictions de la gauche indienne

La gauche indienne participe à la scène électorale depuis près de 50 ans (les premières élections générales ont eu lieu en 1951). Depuis trente ans, elle gouverne le *West Bengal*, sans pratiquement aucune opposition. Dans l'État du *Kerala*, le PCM domine en alternance avec le congrès (lors des dernières élections en mai 2006, le PCM a remporté les élections). Également, le parti est devenu une force décisive au niveau national lors des élections de 2004, en obtenant un grand nombre de sièges et donc la balance du pouvoir. Depuis, le PCM a été en mesure d'influer sur la politique du gouvernement du Congrès.



Dans un marché à Puskar

Ce succès comporte cependant un revers. Le PCM ne fait pas vraiment parti du gouvernement. Ses avis sont parfois acceptés, parfois rejetés par le Congrès qui sait que les communistes ne peuvent pas faire tomber le gouvernement. Le Congrès joue habilement cette situation en accueillant les propositions des communistes sur des questions secondaires qui touchent à l'éducation et la culture et qui confrontent l'idéologie réactionnaire de la droite hindouiste. Il y a également une convergence au niveau d'une partie de la politique extérieure qui concerne les relations avec la Chine et le Pakistan, et où tout le monde s'entend pour faire tomber la tension et accroître la coopération.

Par contre, le rapprochement entre le gouvernement indien et Washington, l'évolution de la politique économique et celle de la défense, confronte les communistes. Le PCM reste très critique face à l'attitude complaisante du gouvernement envers *Condoleezza Rice* qui flatte l'élite indienne en qualifiant l'Inde de «puissance émergente» et en offrant une alliance militaire. Dans le domaine économique, le gouvernement suit d'une manière stricte les prescriptions de la Banque mondiale. Malgré tout cela, la gauche continue d'appuyer le Congrès, de peur de faciliter le retour au pouvoir de la droite «dure» du BJP.

Ce dilemme a été à l'avant-scène des derniers congrès du PCI et du PCM au début de l'année. Les délégués ont compris que les partis de gauche n'avaient d'autre choix que d'appuyer un gouvernement bien aligné sur le capitalisme néolibéral. Le chef du PCM dans le *West Bengal*, *Buddhadeb Bhattacharya*, qui est également Premier Ministre de l'État, est lui-même engagé dans la voie de la privatisation et de la déréglementation, pour attirer les investisseurs et faire plaisir aux entrepreneurs. Il continue à dominer un secteur public relativement indiscipliné, inefficace et corrompu, face auquel la population est résignée.



Anciennes méthodes et nouveaux besoins

La gauche indienne pour se justifier fait souvent référence à l'expérience de la *NEP* au début du pouvoir soviétique, pendant laquelle *Lénine* avait décidé de reculer dans la construction du socialisme et d'ouvrir la porte au retour du secteur privé, tout en confrontant les revendications syndicales d'une manière brutale. Le PCM dans le West Bengal est dans une dynamique en apparence semblable.

Mais en réalité, la *NEP* s'inscrivait dans une économie nationale dominée par l'approche socialiste qui priorisait les besoins des démunis. Dans ce sens, la version indienne est davantage une caricature puisque le PCM n'a aucun contrôle sur l'économie nationale. Ce sont les politiques de la Banque mondiale et des multinationales qui déterminent le cadre de la gouvernance dans les États dominés par la gauche. Ainsi, la réorientation des priorités du gouvernement du PCM dans le West Bengal vers les infrastructures urbaines témoigne de cette réalité. La masse de la paysannerie s'appauvrit davantage. Le nombre des sans-terre s'accroît et on rapporte même des famines dans certaines régions. Dans le secteur industriel, les entreprises manufacturières traditionnelles sont en déclin (machinerie), ce qui pousse les travailleurs dans la rue. C'est le secteur tertiaire qui se renforce et la base du PCM passe des cols-bleus vers les cols blancs.

La contradiction entre le discours anti-néolibéral de la gauche au niveau national et ses pratiques pro néolibérales au niveau local devient plus forte. Leur opposition aux privatisations des télécoms, par exemple, devient factice. Les deux principaux leaders

communistes au Parlement national (*Lok Sabha*), *Sitaram Yechuri* (PCM) et *A B Bardhan* (PCI) savent que leurs capacités réelles d'influer sur la politique nationale sont limitées.

Quelle alternative ?

Tant le PCI et que le PCM parlent maintenant de mettre en place le «troisième front», qui ferait échec au Congrès et à la droite dure. Dans les années 1970, une telle tentative avait eu lieu sous l'égide de l'alliance *Janata*, mais sans beaucoup de succès. Les autres composantes de l'alliance s'étaient avérées corrompues et opportunistes. Or ce sont les mêmes leaders qui dominent ces tiers partis aujourd'hui, tels *Mulayam Singh Yadav*, *Laloo Yadav*, *Mayawati*, *Shibu Soren*, etc. Au lieu de crédibiliser ces partis qui sont basés sur les castes inférieures et les dalits qu'ils s'empres- sent de trahir, les communistes devraient plutôt regarder du côté des mouvements sociaux qui oeuvrent à la défense des oppri- més, pour la protection de l'environnement, dans la promotion des droits des dalits et des minorités. Ils devraient également considérer des alliances avec la mouvance «naxalite», qui gar- dent des appuis considérables dans le monde rural.²

¹ Le Parti communiste indien (PCI) a été fondé dans les années 1920. Le Parti communiste (marxiste) (CPM) est une scission du PCI créée dans les années 1960. Le PCM est numériquement le plus important et gouverne les États du West Bengale et du Kerala. Il existe aussi un Parti communiste (marxiste-léniniste), mieux connu par le nom de son journal, «Libération».

² Les «naxalites» sont ainsi nommés dans le sillon de l'insurrection de Naxalbari dans les années 1960 et qui avait provoqué la scission du CPM et la création de divers partis marxistes-léninistes, dont le groupe Libération.

Népal : le contexte de l'insurrection

Depuis dix ans, le royaume du Népal est secoué par une violente guerre civile. D'un côté la monarchie et l'armée. Et de l'autre, le Parti communiste du Népal (maoïste). Avec la Chine au nord et l'Inde au sud, proche du Pakistan et de l'Afghanistan, ce pays est au centre d'une géopolitique tourmentée. La population du Népal est l'une des plus pauvres de la planète. Majoritairement rurale, elle vit d'une maigre agriculture de subsistance dominée par des structures féodales. Dans les villes et la capitale Katmandu, le tourisme et l'industrie ne suffisent pas à absorber les sans-emploi qui sont plus de 50% de la population.

Par Yuri Prasad

La guerre civile

En 1990, une première insurrection avait lieu et permis la mise en place du premier gouvernement élu depuis 1960. La gauche légale, notamment le Parti communiste du Népal (marxiste-léniniste unifié) a profité de cette fenêtre, mais par la suite, les réformes sociales ont été bloquées, notamment la redistribution des terres. En coulisse, le Palais a continué d'exercer une influence prédominante sur les affaires de l'État.

En 1996, cette impasse a mené à l'essor du PCN (M) et de sa stratégie de guerre populaire. Jusqu'alors une petite faction communiste, ce parti dirigé par des cadres urbains s'est alors implanté dans une partie significative de la paysannerie. Aujourd'hui, environ 80% du territoire national est sous son influence et il dispose d'une force militaire bien formée et entraînée. L'objectif des Maoïstes, le «Naulo janbad», soit la démocratie populaire s'inscrivait dans une lutte contre le féodalisme et pour la démocratie bourgeoise. Au bout de la ligne espéraient-ils, un nouvel État serait mis en place avec au centre les paysans et les travailleurs, avec la participation de la bourgeoisie nationale et des nations opprimées. ¹

Pour les Maoïstes, l'imposition d'une démocratie parlementaire au Népal signifiait le renversement de la monarchie et des propriétaires terriers, par la violence. Ils ne pensaient pas que le régime pouvait se réformer, en d'autres mots. Dans une première étape, les Maoïstes ont travaillé à unir la paysannerie, déclencher un soulèvement armée contre les grands propriétaires terriers et constituer des zones libérées. Les premières attaques ont ciblé des propriétaires connus pour leurs pratiques oppressives, des postes de police, des banques (où sont enregistrés les titres de propriétés), des distilleries et l'usine de Pepsi-Cola de Katmandu. Peu à peu des régions ont échappé au contrôle de l'État au point où les zones rurales se sont retrouvées majoritairement sous le contrôle du PCN (M). Par ailleurs, l'armée a réussi à confiner l'insurrection en portant de durs coups contre les Maoïstes. Des milliers de paysans et de leaders ont été empri-

sonnés, tués, torturés. Selon Amnistie internationale, le Népal détient le plus haut pourcentage au monde de personnes qui sont disparues alors qu'elles étaient en détention. ²

Les maoïstes ont également frappé l'opposition légale, notamment le Parti communiste (MLU) et le Parti du Congrès, dont les cadres furent ciblés comme «ennemis du peuple» et «informateurs». Des organismes de droits humains comme Human Rights Watch ont documenté les violations perpétrées par les Maoïstes, y compris le recrutement forcé d'enfants.

Changement de cap

Vers 2001, le leadership des Maoïstes a commencé à reconnaître que l'insurrection était dans une sorte d'impasse. Il était clair que la guerre populaire prolongée ne pourrait pas briser l'État népalais. Et que par ailleurs sans changement au niveau de l'État, la guerre continuerait indéfiniment, y compris contre les zones libérées. Le PCN (M) a alors entrepris des actions urbaines dans le cadre de la politique dite du «Prachandapath», du nom du dirigeant maoïste Prachanda. En juin 2001 entre-temps, la monarchie est entrée en crise à la suite d'un massacre où le roi et sa famille ont été tués par un membre de la famille royale. Le prince Gyanendra fut par la suite intronisé. Les Maoïstes dans leur travail urbain ont alors mis en place des organisations semi-légales organisant grèves et manifestations. Tout en paralysant Katmandu à quelques reprises, les Maoïstes ont cependant constaté que l'action urbaine non-armée était un grand défi d'autant



plus que dans les villes, la gauche légale continuait de dominer. Selon le numéro deux du PCN (M), Baburam Bhattarai, les Maoïstes ont alors commencé à repenser leur stratégie.³

Vers la confrontation

À la fin de 2001, les confrontations militaires se sont intensifiées. Le roi a déclaré l'état d'urgence et les pourparlers préliminaires avec les Maoïstes ont été suspendus. Encouragée par l'appui des Etats-Unis et de l'Inde, la monarchie a pensé qu'elle pouvait briser les zones contrôlées par les Maoïstes. En réalité, l'offensive militaire a échoué et au contraire du but espéré, les Maoïstes ont émergé encore plus fort. Pendant trois ans, la guerre a continué cependant avec chaque camp prétendant avoir porté des coups «décisifs» à l'autre. En février 2005, le roi frustré de constater l'impasse a voulu porter un grand coup. Il a dissous l'assemblée constituante et s'est déclaré monarque absolu. Capables de tenir tête à l'armée dans les campagnes, les Maoïstes n'étaient cependant pas assez forts pour prendre les villes. Ils ont alors changé leur discours pour préconiser un état démocratique et une démocratie constitutionnelle, qu'ils mettraient en place avec les autres forces politiques. «Nous sommes pour une transformation pacifique de l'État une fois que la révolution aura mis en place une démocratie pluripartidaire», a alors déclaré le porte parole du PCN (M), Bahadur Mahara.⁵

L'accord en 12 points

En novembre 2005, les Maoïstes se sont entendus avec l'opposition légale (les sept principaux partis) sur un document en 12 points, réclamant une assemblée constituante et la mise à l'écart du roi. En réalité, les Maoïstes proposaient de réconcilier leur contrôle des campagnes avec leur reconnaissance qu'ils devaient partager le pouvoir en ville. L'accord a durement secoué le Palais et également l'ambassadeur américain au Népal, James Moriarty, qui a déclaré que l'entente était un «marché de dupes». ⁶. En dépit de l'aide militaire américaine, l'ambassadeur reconnaissait toutefois que le roi n'avait plus la capacité de combattre. Dans une tentative désespérée de regagner un peu de légitimité, la monarchie a organisé des élections locales en février 2006. Mais moins de 30% des électeurs ont participé et les partis dominants (90% de l'électorat) ont tous appelé au boycott.

Réalignement des Maoïstes

Le président du PCN (M) a attiré l'attention en affirmant que son parti rejetait les systèmes établis en URSS ou en Chine, disant même qu'il serait satisfait d'une monarchie constitutionnelle et un État qui s'opposerait au féodalisme et aux forces impérialistes. «Au XXIe siècle, nous ne pouvons avoir un État comme avant. Nous voulons un État qui donne le maximum de droits aux gens, qui permet la libre compétition, qui empêche

l'oppression et la suppression des droits. Notre engagement pour un système pluripartidaire n'est pas tactique. En réalité, nous avons conclu que la démocratie était le seul système correspondant à notre réalité actuelle».⁴

Implications régionales

L'Inde et la Chine ont suivi ces développements avec anxiété. L'Inde est plus impliquée car ses relations avec le Népal sont étroites. Une partie importante de l'approvisionnement en eau de l'Inde origine du Népal. L'énergie électrique du nord de l'Inde dépend de la régulation de ces grands fleuves comme le Gange. Par ailleurs, L'Inde craint l'effet d'entraînement qui pourrait avoir le maoïsme népalais dans certains États indiens comme le Bihar, l'Uttar Pradesh et l'Andra Pradesh où différentes mini insurrections maoïstes prolifèrent, ce qui pourrait également affaiblir les partis communistes légaux dont dépend la coalition dominée par le Parti du Congrès présentement au pouvoir à Delhi. Quant à la Chine, elle craint qu'un Népal radicalisé pourrait servir de base à des mouvements tibétains. Dans la dernière période, le roi népalais a fermé les bureaux du Dalai Lama à Katmandu et en échange, il a reçu des armes et des munitions de la Chine.

À la porte du pouvoir ?

Dans ce contexte, l'insurrection d'avril a bouleversé les cartes. Maintenant que la monarchie a été renversée, les partis légaux et le PCN (M) se retrouvent à la porte du pouvoir. Comment sera-il possible de réconcilier la remise en place de la démocratie parlementaire avec les revendications de base des Maoïstes, notamment la réforme agraire ? Comment les demandes des minorités nationales appuyées par le PCN (M) pourront être acceptées et constituer la base pour un nouvel État ? Comment sera reconstruite l'armée et comment les éléments de l'armée populaire du PCN (M) pourront être intégrés dans cette armée ? Entre-temps, comment le nouveau pouvoir pourra-t-il résister aux pressions des Etats-Unis, de l'Inde, de la Chine ? Ce sont les questions fondamentales qui sont aujourd'hui à l'ordre du jour du Népal et du PCN (M).

NOTES

1. Common Minimum Policy and Programme of the United Revolutionary People's. Sur le site internet du PCN (M) : www.cpnm.org/worker/issue8/urpc.htm.
2. <http://www.kantipuronline.com/kolnews.php?&nid=66104>
3. 'Maoists Eye Multiparty Democracy in Nepal', Washington Post, 30 July 2005.
4. Entrevue de Prachanda par la BBC (www.news.bbc.co.uk/1/hi/world/south_asia/4707482.stm)
5. Isabel Hilton, 'The King and Mao', Financial Times, 14 mai 2005.
6. Associated Press, 15 février 2006

Maroc : un pays fragile

Depuis quelques années, ce pays du sud de la Méditerranée connaît des avancées démocratiques importantes dans une région qui est plutôt pauvre de ce côté. Amorcée à la fin du règne du roi précédent Hassan II, cette transition a permis une vraie libéralisation de l'espace politique et le développement d'une société civile organisée et rebelle. Aujourd'hui, le roi Mohamed VI semble vouloir accélérer le cours, comme par exemple du côté des droits des femmes.

Par Pierre Beaudet

Certes, des dérapages surgissent encore assez souvent contre les médias trop critiques. Le système du pouvoir, dit le *Makhzen*, continue d'occulter les véritables nœuds où se prennent les décisions. Tout cela est fragile donc. Mais la véritable vulnérabilité du Maroc actuel est au niveau social. En effet, la masse d'exclus ne cesse de s'accroître et fait le lit de divers mouvements «jihadistes» et extrémistes bien ancrés dans les quartiers populaires.

La pauvreté ne lâche pas prise

Selon une vaste enquête et qui vient de déboucher sur un rapport très complet sur le développement humain au Maroc¹, le taux de pauvreté s'est sérieusement aggravé depuis 10 ans pour connaître un léger reflux en 2001. On parle en fait de plus de 5 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté (sur une population totale de plus de trente millions). Dans les campagnes, une personne sur quatre est vulnérable. «Comment survivre avec un dollar par jour» se demande Touhami Abdelkhalek, un des rédacteurs du volumineux rapport. «La question est sérieuse d'autant plus que les dépenses de l'état au niveau social ont connu de sérieuses baisses depuis l'imposition de programmes d'ajustement social tout au long des années 1980 et 1990». En fin de compte, c'est la solidarité des couches populaires, notamment en milieu rural, qui prend le relais. Depuis longtemps en effet, le Maroc rural est quadrillé par un «filet de sécurité» communautaire dense, à travers des pratiques comme la «*Jmaâ*» (entraide agricole), la «*Twiza*» (corvée collective), l'«*agadir*» (grenier collectif). À cela sont venus s'ajouter des associations modernes qui cherchent les unes à combler les besoins les autres à canaliser les revendications populaires.

Une culture politique qui résiste au changement

En dépit des avancées démocratiques, le système de pouvoir cache des réalités qu'on ne veut pas regarder en pleine face. Des couches privilégiées, souvent connectées d'une façon ou d'une autre à la monarchie, continuent de dominer et de s'enrichir. Ainsi, le 10% le plus riche de la population compte pour près de 40% des dépenses, contre 1,2% pour les 10% les plus pauvres. Au niveau local, ces cercles restreints profitent de l'exclusion, de l'analphabétisme, de la misère. Selon Nizar Baraka et Ahmed Benrida (deux autres chercheurs qui ont contribué au rapport), le développement du pays est pénalisé par la persistance d'une

«culture résistante au changement, centralisatrice et peu encline à la confiance et la délégation». Ils expliquent que les réformes administratives mises en place durant la dernière période ont tendance à répondre «d'avantage à une volonté d'encadrement politique qu'à un souci d'adaptation de la gestion publique»

Alertes

Les indicateurs macro-économiques devraient cependant sonner l'alarme. Alors que le taux de croissance du PIB était de 4,8% dans les années 1960, il est de moins de 1% depuis 1992. Le Maroc paraît mal par rapport à des pays de la Méditerranée, par exemple l'Espagne, où le produit intérieur brut est trois fois supérieur (il était deux fois supérieur jusqu'en 1960). Très inquiétante est la progression importante du chômage, qui frappe fort, même parmi les jeunes diplômés (30% sont sans travail), ce qui crée frustration et colère. Au train où les choses évoluent estime Touhami Abdelkhalek, le chômage frappera un Marocain sur quatre en 2012.

Résister et changer

Réunis à Bouznika en janvier dernier, plusieurs centaines de militants et de militantes d'associations populaires se sont réunies pour préparer le Forum social maghrébin (prévu pour l'automne 2007). Ce secteur de la société bouge beaucoup et prend de l'expansion, tant dans le domaine social que par rapport à un espace politique qui semble encore figé. Les défis sont gigantesques, y compris du côté environnemental. Pays semi-aride, le Maroc s'en va vers une grave crise de l'eau. Déjà 30% de la population rurale est en déficit d'eau potable, mais la situation pourrait s'aggraver. Selon les estimés d'Ali Agoumi et d'Abdelhafid Debbarh, le Maroc pourrait manquer d'eau d'ici 2025, notamment à cause du réchauffement de la planète.² Le dilemme des décideurs politiques n'est pas petit, quand on considère que les revenus du pays dépendent en bonne partie d'une agro-industrie fortement consommatrice d'eau (93% de l'eau sert à l'agriculture irriguée).

Un nouveau mur de Berlin

Chose certaine, les Marocains et les Marocaines sont déterminés, mais ils ne pourront pas faire le travail seuls. L'Union européenne qui unifie le pourtour nord de la Méditerranée doit être plus généreuse, d'une part en augmentant les programmes d'aide au développement, d'autre part en régularisant les immigrants marocains (souvent illégaux) et qui jouent par leurs transferts financiers un rôle déterminant dans la survie des populations, surtout en zone rurale. Pour le moment par contre, l'UE semble plutôt allée dans le sens de l'érection d'un nouveau mur de Berlin pour empêcher les «hordes» africaines et maghrébines de pénétrer dans l'espace européen.

NOTES

¹ Rapport sur le développement humain au Maroc, février 2006. La préparation de ce rapport a mobilisé plus de 100 chercheurs marocains dans tous les domaines.

² «Ressources en eau et bassins versants au Maroc (1955-2005)».

Les convulsions de l'empire

Par Noam Chomsky

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les administrations américaines ont toujours été préoccupées d'une possible autonomisation de l'Europe et de l'Asie. L'inquiétude augmente au fur et à mesure que le monde tripolaire, l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie, continue d'évoluer.

Chaque jour, l'Amérique latine devient plus indépendante. L'Asie et les Amériques se rapprochent et pendant ce temps, la seule superpuissance est enlisée au Moyen-Orient.

L'intégration régionale en Asie et en Amérique latine devient une question de plus en plus importante selon Washington qui craint que le contrôle du monde ne lui échappe. L'énergie est certes un objet de conflits partout.

La Chine contrairement à l'Europe refuse d'être intimidée par Washington. L'administration américaine est confrontée à un dilemme. Le développement d'une attitude de confrontation contredit la dépendance des entreprises face à la Chine en tant que plateforme d'exportations et en tant que marché croissant. Sans compter le fait que la Chine détient d'importantes ressources financières qui pourraient bientôt dépasser celles du Japon.

En janvier, le roi *Abdullah* d'Arabie saoudite était en Chine pour développer un nouveau protocole de coopération et d'investissements dans les domaines du gaz, du pétrole et des investissements, selon le *Wall Street Journal*.

Déjà, l'essentiel du pétrole est exporté vers la Chine qui lui vend des armes qui sont considérées comme un moyen de défense contre les États-Unis. L'Inde aussi a des options diverses. Elle peut devenir un client des États-Unis, ou elle peut se rapprocher d'un bloc asiatique plus indépendant et se rapprocher des producteurs pétroliers du Moyen-Orient. Selon *Siddharth Varadarjan*, le directeur adjoint du journal *the Hindu*, «L'Asie pour devenir le pôle du XXIe siècle doit briser sa passivité dans le domaine énergétique».

La clé est la coopération entre la Chine et l'Inde. En janvier, un accord signé à Beijing a ouvert la porte à une plus grande coopération dans le domaine de la technologie et de l'exploration des hydrocarbures, ce qui pourrait changer l'équation dans le secteur du pétrole et du gaz, selon *Varadarjan*.

Un autre pas envisagé est la conversion du marché asiatique du pétrole en euros. L'impact sur les marchés financiers pourrait être important. Comme par hasard, Bush était en Inde peu après pour ramener l'Inde vers les États-Unis, notamment en offrant davantage de coopération en matière nucléaire.

Entre-temps en Amérique latine, des gouvernements de centre-gauche s'imposent du Venezuela jusqu'à l'Argentine. Les populations autochtones sont plus actives, en Bolivie et en Équateur



Noam Chomsky

et elles veulent exercer un contrôle démocratique sur la production de gaz et de pétrole. Ces populations ne sont plus résignées à accepter le fait que les États-Unis peuvent continuer à gaspiller le pétrole dans leurs grosses cylindrées.

Le Venezuela s'est beaucoup rapproché de la Chine et entend vendre une partie de son pétrole aux Chinois, en partie pour réduire la dépendance face aux États-Unis qui demeurent très hostiles au gouvernement *Chavez*. Le Venezuela a également rejoint les pays du Mercosud, ce qui pourrait être selon le président argentin *Nestor Kirchner*, une étape importante dans la mise en place d'un bloc commercial et «favoriser l'intégration», selon *Luiz Inacio Lula da Silva*, le président du Brésil.

En plus de fournir environ un tiers du pétrole nécessaire à l'Argentine, le Venezuela a racheté une partie importante de la dette de ce pays, ce qui le libère du contrôle du FMI et des institutions financières américaines.

Avec l'élection de *Évo Morales* en Bolivie en décembre, les pays du cône sud évoluent également. Des accords sont en train d'être signés avec le Venezuela. Cela pourrait mener à des réformes radicales dans le secteur de l'économie et de l'énergie. La Bolivie détient les deuxièmes plus importantes réserves de gaz de l'hémisphère après le Venezuela.

Les relations entre Cuba et le Venezuela deviennent plus étroites. En échange de son pétrole, le Venezuela reçoit les compétences techniques en matière de santé et d'alphabétisation via des milliers de professionnels cubains qui travaillent dans les quartiers populaires. L'aide cubaine, notamment dans le secteur médical, est en croissance partout dans le monde, au Pakistan notamment où plus de 1000 médecins et infirmiers cubains sont à l'œuvre.

Un peu partout, la croissance des mouvements populaires, dans le sud mais aussi dans les pays industriels, explique ces développements qui vont dans le sens d'une plus grande indépendance des nations et d'une orientation favorable envers les besoins de la grande majorité de la population.

Capitalisme contre écologie

La combinaison mortelle de la pauvreté urbaine et des risques naturels

Par Mike DAVIS

Un bidonville des environs de Buenos Aires est, peut-être, le lieu au monde qui possède le pire fenshui¹ : il est édifié « sur un ancien lac, une décharge et un cimetière et se trouve dans une zone inondable ». De sorte qu'un habitat de ce type ne peut qu'être qualifié d'endroit dangereux et potentiellement nuisible pour la santé. Il en est de même pour un quartier édifié de façon précaire sur des poteaux en bois plantés dans les excréments du Rio Pasig, à Manille, ou pour un bustee [bidonville] de Vijayaanada (Inde), où « les résidents, assurés que chaque année les inondations démoliront leur habitation, ont non seulement peint les numéros de leurs maisons sur les portes mais aussi sur chacun de leurs meubles ».

Les occupants de ces endroits échangent leur sécurité physique et leur santé contre quelques mètres carrés de terre et une certaine immunité contre l'expulsion. Ce sont des pionniers conquérant des marais, des lits de rivières inondables, des versants de volcans, des montagnes d'immondes, des décharges de produits chimiques et des extrémités désertiques. Au cours d'une visite à Dacca, Jerrey Seabroke a décrit comment une petite banlieue - « un refuge pour les gens déplacés par l'érosion du sol, par des cyclones, par des inondations, par des famines, ou par le principal créateur d'insécurité, le développement » - a trouvé une sorte de compromis faustien dans une saillie rocheuse précaire encastrée entre une usine toxique et un « lac pollué ». Précisément à cause de sa condition d'extrême insalubrité, cet endroit n'offre aucune attraction et « est à l'abri de la hausse

des prix des terrains de la ville ». Des endroits comme celui-là sont des niches de pauvreté à l'intérieur de l'espace urbain, et les gens sans le sou n'ont pas d'autre choix que d'accepter de vivre dans ces conditions désastreuses.

Zones à risques

Les banlieues commencent là où la géologie devient impossible. Par exemple, les fourmilières de bidonvilles qui inondent la périphérie de Johannesburg s'élèvent inexorablement sur une ceinture de sols dolomitiques instables pollués par des décennies d'excavations minières. Au moins la moitié de la population non blanche de la région vit dans des installations construites sur des zones de déchets toxiques avec des risques élevés d'affaissement. De la même façon, les sols argileux des collines sur lesquels sont érigées les favelas de Belo Horizonte et d'autres villes brésiliennes sont sujettes aux affaissements et aux glissements de terrain. Les fameuses favelas de Rio de Janeiro sont construites sur des sols également instables composés de voûtes et de collines granitiques qui s'écroulent fréquemment, parfois avec des résultats véritablement tragiques : 2 000 morts dans des éboulements de décombres en 1966-1967, 200 en 1988 et 70 à Noël 2001.

Cependant, géologiquement parlant, il n'y a pas d'endroit sur la terre qui cumule davantage de risques que le sol de Caracas. Les deux tiers de la population vit dans des quartiers édifiés sur les versants instables des collines et dans les gorges profondes qui entourent la Vallée de Caracas, une zone de plus très active en termes sismiques. Il y a plusieurs années, la végétation retenait les schistes sableux de l'endroit, mais le défrichage des broussailles et les constructions précaires ont déstabilisé les fon-



Caracas



Manille



Rio de Janeiro

dements des versants densément peuplés. La conséquence en a été une augmentation incontrôlable de ravinements et d'éboulements, qui sont passés de moins d'un par décennie avant 1950 à la moyenne actuelle de deux ou plus par mois. Pourtant, l'instabilité croissante du sol n'a pas fait reculer les colonisateurs [de ces collines], qui envahissent les saillies les plus précaires des flancs de coteaux, les côtes par où la pluie s'écoule ou les embouchures des gorges qui sont régulièrement inondées.

À la mi-décembre 1999, le nord du Venezuela a été victime d'une inondation terrible. En quelques jours il est tombé ce qui tombe habituellement en un an et le sol a été pratiquement saturé. Pensez qu'à certains endroits la pluie est vue comme un phénomène « qui a lieu une fois tous les mille ans ». On estime que les inondations soudaines et les éboulements ont tué 32 000 personnes à Caracas et sur toute la côte caribéenne de l'autre côté des montagnes de l'Avila, qu'elles ont détruit les maisons de 140 000 habitants et ont laissé 200 000 autres personnes sans travail. Un prêtre catholique n'a pas pu s'empêcher de dire qu'il s'agissait d'un châtement divin à la récente élection d'Hugo Chavez, mais le ministre des Affaires étrangères [de l'époque], José Vicente Rangel², s'est empressé de répondre « Quel serait le Dieu si terriblement cruel qu'il ourdirait sa vengeance en s'acharnant contre les plus pauvres ? ».

Les glissements de terrain sont à la région de Caracas ce que sont les inondations à la région métropolitaine de Manille. Située dans une plaine inondable semi alluviale bordée par trois bassins fluviaux et sujette à des pluies torrentielles, Manille est un bassin d'écoulement naturel. Après 1898, les autorités coloniales états-uniennes ont creusé des canaux, dragué des estuaires et construit des stations de pompage pour contenir les eaux de pluie et protéger les parties centrales de la ville. Pourtant, les améliorations des dernières années ont été tristement submergées par les quantités énormes d'eau qui détruisent les déversoirs et les estuaires (on estime que le fond du rio Pasig est situé pratiquement à quatre mètres sous une couche de déchets) ; par les affaissements dus à la surexploitation des nappes phréatiques souterraines ; par la déforestation des bassins de Marikina et de Montalban ; et pire encore, par la construction incessante de bidonvilles dans les lieux humides et les marais.

En d'autres termes, la crise du logement a transformé le caractère et l'ampleur du problème des inondations : le cinquième le plus pauvre de la population est exposé à un danger permanent et à la menace de tout perdre. En novembre 1998, par exemple, les inondations ont endommagé ou détruit les maisons de 300 000 personnes, et à un autre moment, le quartier de Tatlon a été submergé sous six mètres d'eau.

« Le pacte avec le diable »

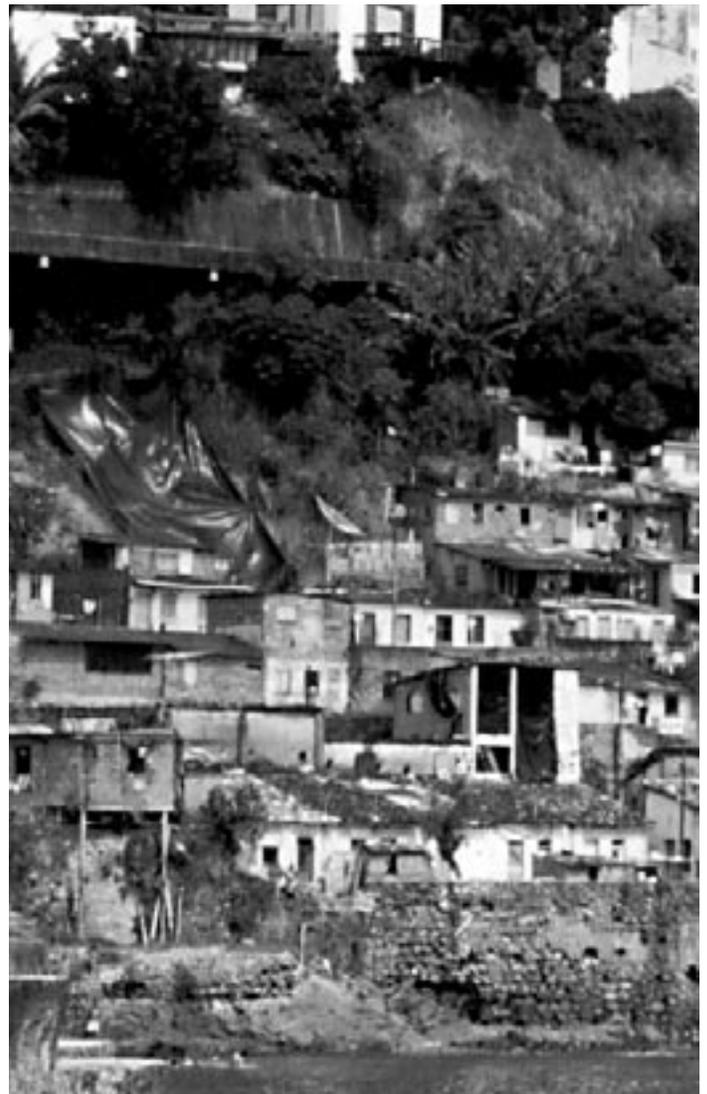
Les exemples de Manille et de Caracas illustrent comment la pauvreté augmente les risques géologiques et climatiques. Les villes riches édifiées dans des endroits dangereux comme Los Angeles ou Tokyo peuvent réduire le risque géologique ou météorologique moyennant des travaux publics colossaux et une « ingénierie avancée » : stabilisation de glissements de terrain par du géotextile et des boulons d'ancrage ; construction de terrasses et terrassement des versants humides, creusement de puits de drainage et pompes d'eau des sols saturés ; construction de petites digues et des collecteurs contre les inondations ; et canalisation des eaux pluviales par de vastes complexes de canaux et d'égouts en béton. Les programmes nationaux d'assurances con-

tre les inondations et les indemnités mixtes des assurances contre les tremblements de terre garantissent la réparation et la reconstruction des logements en cas de dommages massifs.

En revanche, dans le Tiers Monde, où les banlieues manquent d'eau potable et de canalisations pour les résidus fécaux, il y a peu de probabilités pour que quiconque leur vienne en aide par l'exécution de coûteux travaux publics, et encore moins pour que les désastres soient couverts par les assurances. Deux chercheurs réputés soutiennent que la dette externe et l'« ajustement structurel »³ qui en résulte favorisent une logique funeste d'« augmentation de la productivité, de la compétitivité et de l'efficacité en échange de l'augmentation des conséquences environnementales défavorables, qui se concrétisent dans la prolifération d'installations toujours plus précaires et dangereuses ».

Des catastrophes qu'on dit « naturelles »

Mais en certaines occasions l'intervention des Etats peut multiplier les risques. En novembre 2001, les districts pauvres de Bab el Oued, Frais Vallong et Meaux Fraisier, dans la zone ouest de l'Algérie, ont subi des inondations et des coulées de boues dévastatrices. Pendant 36 heures il a plu à verse sur les bidon-



Mexico

viles construits sur les pentes des collines et les quartiers situés au pied des coteaux environnants ont été inondés. Plus de 900 personnes sont mortes. Devant la réponse indolente des autorités, ce furent les habitants eux-mêmes, en particulier les jeunes, qui commencèrent les travaux de sauvetage. Au bout de trois jours, le président Abdelaziz Bouteflika fit acte de présence. Les résidents en colère lancèrent toutes sortes de slogans contre le gouvernement. Bouteflika se fit une petite faveur, à lui-même et à l'Etat en disant que le désastre avait été la volonté de Dieu. Et conclut : « Rien ne pouvait l'empêcher ».

Les habitants savaient que c'était absurde. Comme les ingénieurs l'ont immédiatement signalé, les demeures de ce versant avaient subi un désastre annoncé : « Leurs structures étaient très vulnérables aux orages violents. Dans tout le pays la pluie a beaucoup endommagé ce type de constructions à cause de leur état de dégradation, des réparations inadéquates, de leur vieillissement et de la négligence ». Pour approfondir la question, il convient de dire qu'une grande partie de la destruction a été la conséquence directe de la guerre gouvernementale contre les guérillas islamistes. Pour éliminer les cachettes des insurgés et gêner leur fuite, les autorités avaient déboisé les collines qui entourent Bab el Oued et avaient scellé les égouts. A cause des drainages bouchés, les eaux de pluie n'avaient plus d'issue. En plus, les autorités corrompues avaient concédé des permis de construire pour des logements de mauvaise qualité dans les lits des fleuves, enrichissant ainsi les entrepreneurs individuels aux dépens de la santé de la population.

Encore plus que les glissements de terrain et les inondations, les tremblements de terre sont un indicateur précis de la crise du logement urbain. Bien que certains tremblements de terre d'intensité élevée affectent des édifices élevés - comme dans la ville de Mexico en 1985 - la destruction sismique coïncide généralement avec une précision étonnante avec les constructions résidentielles en briques, en pisé ou en ciment de mauvaise qualité, et cette coïncidence augmente quand les logements sont érigés sur des pentes instables et sur des sols propices à la dégradation. La construction de logements informels est un pacte avec le diable dont la clause la plus subtile est le risque sismique. Geoffrey Payne insiste sur le fait que « si c'est bien le relâchement de l'exigence dans le respect des normes et des standards dans la planification urbaine durant des années qui a permis aux pauvres de Turquie un accès relativement aisé à des terrains et aux services dans les villes, il n'en est pas moins sûr que cette attitude appliquée aux régulations sur la construction a causé un nombre élevé de décès et une destruction généralisée au cours des tremblements de terre de 1999 ».

Au cours du XX^e siècle, les tremblements de terre ont détruit plus de 100 millions de maisons, la majeure partie dans des banlieues, dans des secteurs de blocs résidentiels et dans des petites villes pauvres de la campagne. La majorité de la population urbaine dans le monde étant concentrée sur et autour des abords des plaques tectoniques actives, en particulier sur les littoraux des océans Indien et Pacifique, des millions de personnes sont sérieusement menacées aussi bien par les tremblements de terre, les volcans et les tsunamis, que par les vents violents et les typhons. S'il est bien certain que les tremblements de terre et les tsunamis survenus à Sumatra en 2004 peuvent être qualifiés d'insolite, il est également presque certain que de nombreux autres se produiront au cours du siècle prochain. Les gecekondus⁴ d'Istanbul, par exemple, sont une cible parfaite pour les séismes

qui se propagent fatalement vers l'ouest par la « crémaillère » du système de failles mobiles du nord de l'Anatolie. De la même façon, les autorités de Lima prédisent qu'au moins 100 000 structures d'habitation - la majorité d'entre elles dans les taudis et les quartiers pauvres - s'écrouleront irrémédiablement quand aura lieu le grand séisme attendu pour la prochaine génération. Dans ces villes, le risque sismique est distribué d'une façon si inégale que certains géographes radicaux ont adopté le terme de « tremblement de classe » pour désigner le modèle biaisé qui gouverne la destruction passée et à venir.

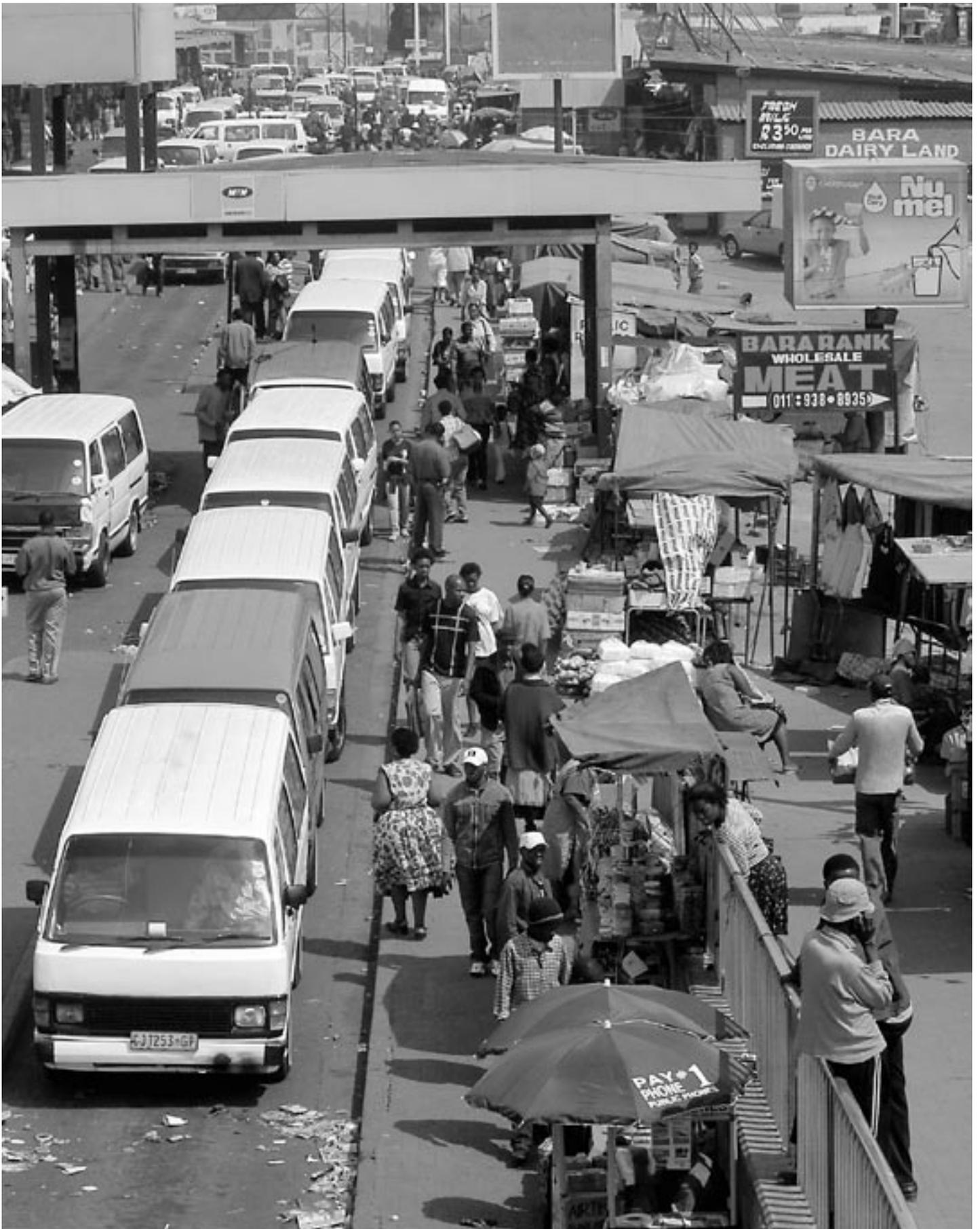
« Nuages mortels et cercueils volants »

Si les risques naturels augmentent avec la pauvreté urbaine, des risques entièrement nouveaux et artificiels sont créés par l'interaction entre la pauvreté, les industries toxiques, le chaos de la circulation et l'effondrement des infrastructures. Dans les villes pauvres, tous les principes classiques de l'urbanisme ont été violés, y compris la préservation d'espaces ouverts et la séparation entre les zones destinées aux usages potentiellement toxiques et les zones résidentielles.

Dans son livre sur les villes pauvres du Sud, Jeremy Seabrook raconte la marche inexorable vers le désastre de Klong Toey, un quartier pauvre du port de Bangkok emprisonné entre des docks, des entreprises chimiques et des autoroutes. En 1989, une explosion chimique a empoisonné des centaines de résidents, deux ans plus tard, un magasin de produits chimiques a sauté, privant 5 500 personnes de maison ; nombre de ces personnes mourront de mystérieuses maladies. Le feu a ravagé 63 maisons en 1992, 460 logements en 1993 (l'année où a eu lieu une autre explosion) et plusieurs centaines en 1994. Des milliers d'autres quartiers périphériques, y compris dans des pays riches, ont des histoires semblables à celle de Klong Toey. Ils sont victimes du « syndrome de la décharge » : la concentration dans une même zone d'activités industrielles toxiques comme la métallurgie, la teinture, le polissage, l'émaillage, le recyclage des piles, le moulage, la réparation des véhicules, la fabrication de produits chimiques et tout ce que les classes moyennes n'accepteraient jamais dans leurs quartiers.

Le monde ne se rend compte de ce que la combinaison de pauvreté et d'industries toxiques peut impliquer de conséquences fatales que quand il se produit une explosion qui détruit des milliers de vies humaines. 1984 a été l'annus horribilis. En février, un oléoduc a explosé à Cubatao, dans la « vallée de la pollution » de São Paulo, faisant périr par le feu 500 personnes d'une favela contiguë. Huit mois plus tard, une usine de gaz liquide de Pemex dans la colonie de San Juanico à Mexico a explosé, provoquant une déflagration comparable à celle d'une bombe atomique, tuant plus de 2 000 habitants sans le sou (le nombre exact de victimes n'a jamais pu être établi).

A peine trois semaines après l'« holocauste » de Mexico, une usine de l'Union Carbide à Bhopal, la capitale du Madhya Pradesh [Inde], a libéré son tristement célèbre nuage mortel d'isocyanate de méthyle ; selon un rapport de 2004 d'Amnesty International, entre 7 000 et 10 000 personnes ont péri immédiatement, et dans les années suivantes, 15 000 autres sont mortes de maladies dues au nuage toxique. Les victimes étaient les plus pauvres d'entre les pauvres, majoritairement musulmanes. L'usine d'emballage de pesticides fut construite dans un endroit où des



Soweto

gens étaient déjà installés illégalement. A mesure que l'usine s'agrandit et commença à produire des pesticides de plus en plus nocifs, les bidonvilles ont fleuri tout autour. Avant de voir leurs enfants mourir dans les rues, les pauvres qui vivaient dans ce quartier périphérique hyper dégradé ne savaient rien de ce qui était produit dans l'usine, ni sur le risque apocalyptique de l'isocyanate de méthyle.

Capitalisme et automobile

Par contre, les habitants des quartiers pauvres sont parfaitement conscients des risques qu'entraîne la circulation sauvage qui bouche les rues de la majeure partie des villes du Tiers Monde. L'extension incontrôlée de l'urbanisation sans l'investissement social correspondant en transports publics ou en autoroutes a transformé la circulation en catastrophe sanitaire. En 1980, le nombre de véhicules du Tiers Monde représentait 18% du parc automobile mondial ; pour 2020, on calcule que la moitié des 1 300 millions de voitures, camions et autobus - ajoutés à quelques centaines de millions de motocyclettes - circuleront dans les rues et les ruelles des pays les plus pauvres.

L'explosion du parc automobile est guidée par de puissantes forces qui sapent l'égalité. La politique de transports de la majorité des villes est un cercle vicieux dans lequel la détérioration de la qualité du transport public favorise l'usage du véhicule privé, et vice versa. Il en résulte un véritable carnage. Plus d'un million de personnes - dont les deux tiers de piétons, cyclistes et passagers - meurent chaque année d'accidents de la circulation dans le Tiers Monde. Un chercheur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a informé que « les personnes qui dans leur vie n'ont jamais possédé de voiture courent un grave danger ». Sont particulièrement dangereux les minibuses et les petits vans collectifs, qui très souvent circulent sans autorisation et aucune sorte d'entretien. A Lagos [Nigeria], les autobus sont appelés dangos et molue, « cercueils volants » et « morgues ambulantes ». Le rythme de tortue de la circulation dans la majeure partie des villes pauvres ne semble pas réduire sa capacité mortifère. Bien qu'au Caire les voitures et les autobus se traînent à des vitesses moyennes inférieures à 10 kilomètres heure, la capitale égyptienne présente encore des indices de sinistres annuels de huit morts et 60 blessés pour 1 000 automobiles. A Lagos, où un habitant moyen passe le temps incroyable de trois heures [par jour] piégé dans un embouteillage insupportable, les passagers et les conducteurs des autobus perdent souvent les pédales. En fait, il y a tellement de conducteurs qui montent sur les trottoirs ou qui circulent à contresens que le ministère de la Circulation les oblige à subir des tests psychiatriques ou à démontrer qu'ils n'ont pas d'antécédents pénaux. Pendant ce temps, à New Delhi, le journal Hindoustan Times critiquait récemment l'attitude des conducteurs de la classe moyenne qui prenaient rarement la peine de s'arrêter après avoir renversé des mendiants en guenilles ou des enfants pauvres.

L'OMS estime que le coût économique global des morts et des blessés sur la voie publique équivaut « pratiquement au double du montant total des aides au développement reçues des pays ri-

ches ». En réalité, l'OMS considère la circulation comme l'un des pires dangers que les habitants pauvres des villes aient à affronter, et prévoit qu'elle sera la principale cause de décès en 2020. Malheureusement, la Chine, où les voitures prennent le pouvoir dans les rues sur les piétons et les cyclistes, sera en tête : rien que durant les cinq premiers mois de 2003, presque un quart de millions de Chinois ont été tués ou victimes de blessures graves dans des accidents de circulation en ville.

Naturellement, la motorisation rampante aggrave l'épouvantable pollution environnementale des villes du Tiers Monde. Des myriades de vieilles voitures, d'autobus délabrés et de camions comptant des dizaines d'années asphyxient les zones urbaines avec leurs gaz de combustion létaux, tandis que les moteurs polluants à deux temps des petites voitures émettent dix fois plus de particules polluantes que les voitures neuves. Selon une étude récente, l'air pollué est l'une des premières causes de mortalité dans les mégapoles à la croissance incontrôlée comme la ville de Mexico (300 jours de brouillard nocif par an), São Paulo, New Delhi et Pékin. Respirer l'air de Bombay équivaut à fumer deux paquets et demi de cigarettes par jour, et le Centre pour la science et l'environnement de New Delhi constate que les villes d'Inde « sont devenues des chambres à gaz mortelles ».

Les experts en santé publique nous racontent que les pauvres des villes du Tiers Monde supportent une « double dose » de maladie : d'un côté, les maladies infectieuses mortelles générées par les pollutions urbaines, et de l'autre, le stress. Avec une quantité estimée d'un milliard de personnes habitant dans les banlieues pauvres sur toute la planète (on s'attend à ce que ce chiffre soit multiplié par deux en 2030), la pauvreté urbaine crée en elle-même de nouveaux environnements épidémiologiques et ouvre la voie à des fléaux comme le VIH-Sida et la grippe aviaire. Beaucoup plus encore qu'à l'époque de Marx et de Dickens, les quartiers pauvres périphériques constituent aujourd'hui le problème sanitaire et environnemental global par excellence. Et ils sont en plus le défi le plus important à la solidarité humaine.

NOTES

1. [NDLR] Dans la sagesse traditionnelle chinoise, il s'agit d'un système de lois qui gouvernent la disposition et l'orientation spatiale en relation avec les flux d'énergie, et dont les effets favorables ou défavorables sont pris en compte dans la localisation et la conception des constructions.
2. [NDLR] Actuel vice-président de la République bolivarienne du Venezuela.
3. [NDLR] Politique économique imposée par le FMI en contrepartie de l'octroi de nouveaux prêts ou de l'échelonnement d'anciens prêts.
4. [NDLR] Quartiers « construits la nuit » sans permis, sur des terrains publics ou classés inconstructibles ; pas exactement des bidonvilles mais d'immenses villages de maisons en dur accumulées sans plan d'ensemble et sans infrastructures, lieux de solidarités familiales et de voisinage, de l'effervescence diffuse du commerce parallèle et de l'économie informelle.

Publié en français sur le site Internet «Risal». Source : revue Sin Permiso (www.sinpermiso.info), septembre 2005. RISAL (www.risal.collectifs.net).

Controverses



APRÈS LE FSM
POLYCENTRIQUE DE 2006



PHOTOS : PHOTOThÉQUE DU MOUVEMENT SOCIAL

Bamako

L'altermondialisme en marche

En janvier 2004, le Forum Social Mondial Polycentrique de Bamako a été une première sur le continent africain. En tant que prélude à l'édition 2007 du Forum Social Mondial, qui aura lieu à Nairobi (Kenya), il s'agissait d'un coup d'essai pour les altermondialistes du continent, en charge de l'organisation et de la mobilisation pour une participation populaire effective et efficiente.

Par Jean Nanga

Du programme : l'universel et le particulier

Le FSMP s'est déroulé selon la tradition, avec une multiplicité de thèmes tentant de couvrir l'ensemble des aspects de l'existence et des rapports des sociétés et des individus affectés par la mondialisation néolibérale. Ainsi, sous la forme de conférences, d'ateliers les thèmes furent discutés (dans le désordre) : les guerres et la paix ; l'OMC ; la dette publique extérieure des États du Tiers Monde ; les questions agraires et paysannes ; « l'Univers des femmes » ; la coopération internationale ; la destruction des écosystèmes ; les migrations et la criminalisation des migrant/es ; les matières premières ; les luttes sociales ; la communication et l'information, la culture, l'avenir des FSM ; la bonne gouvernance ; les alternatives ; l'éducation ; la critique de l'ONU comme outil des puissances impérialistes en général, des États-Unis en particulier ; l'impunité des dirigeants africains, anciens et en exercice, bourreaux de leurs peuples... Malgré l'intention d'éviter quelque hiérarchisation, certains thèmes ont plus que d'autres attiré l'attention, principalement à cause de leurs impacts sur la vie quotidienne des sociétés, africaines surtout.

L'actualité brûlante : l'immigration, la terre, l'or, le chemin de fer...

Parmi les thèmes à l'ordre du jour, particulièrement en phase avec l'actualité africaine, ceux portant sur les politiques de la migration. Le pays hôte du FSMP est un grand pays de migration vers d'autres pays africains et hors du continent. Aujourd'hui, il y aurait ainsi en France, 80 000 immigrés maliens, dont près de la moitié placés dans « l'illégalité », donc contraints à travailler « au noir », pour le bonheur de leurs employeurs, et exposés à la violence de l'expulsion.

C'est pour dénoncer cette politique de violation du droit à la migration — dont jouissent librement les oiseaux, a rappelé, dans un atelier, une Maghrébine, militante immigrée en Espagne — ainsi que le racisme, revigoré dans les « démocraties » occidentales, à l'égard des immigrés, que le réseau international des "sans", No-voix, de concert avec des associations d'immigrés, d'expulsés et d'autres mouvements sociaux, ont appelé, la veille de la clôture du FSMP, à une marche pacifique à l'ambassade de France, « pour exiger le retour des sans-papiers expulsés par le

gouvernement français ». Mais, la mobilisation a été affectée par la vigueur avec laquelle Aminata Traoré, incarnation médiatique de l'altermondialisme malien est intervenue pour la dénoncer. C'est un impressionnant barrage policier, à mi-parcours, qui a fini par avoir raison des manifestants, ainsi obligés de rebrousser chemin, en dénonçant ce qui leur paraissait une trahison par cette incarnation de l'altermondialisme africain.

L'activité organisée par le réseau Kayira

Parmi les manifestant/es les plus déçus, les centaines de participants maliens à la Conférence paysanne et ouvrière qui avaient suspendu leurs travaux. Cette conférence, organisée en grande partie grâce au réseau des radios communautaires Kayira, semblait en marge du FSMP. Cependant, elle a été un espace d'information et d'échanges sur la situation sociale des zones rurales. Elle permit aussi l'élaboration des formes à venir des solidarités et des luttes, menées depuis quelque temps par les petites paysannes et petits paysans. Ceux dont le droit de travailler sur les terres de l'Office du Niger soit a été perdu, soit est menacé au profit d'une couche de bureaucrates, au nom de la réforme agraire néolibérale. Comme les petits producteurs et les petites productrices de coton opposés à la privatisation programmée de la Compagnie malienne de développement des textiles (CMDT) et à la campagne discrète d'imposition des semences génétiquement modifiées. Et aussi les ouvriers des mines d'or défendant leurs droits violés par les patrons française sud-africains et frappés par la répression de leurs dirigeants syndicaux, parfois contraints à la clandestinité...

Aminata Traoré en compagnie de José Bové



PHOTOS : PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL

Karachi

Le Forum social mondial confirme sa vitalité

Ce qui s'est passé à Karachi, du 24 au 28 mars 2006, a démontré la vitalité du processus des forums sociaux. Le fait que ce forum ait pu se tenir est déjà un exploit. Quand le comité pakistanais avait proposé d'organiser un des forums polycentriques à Karachi, les difficultés, liées au régime et à la situation de la Région, paraissaient insurmontables. Le tremblement de terre aurait du avoir raison du forum et peu croyaient que le comité pakistanais arriverait à assurer le forum en le retardant de deux mois.

Par Gustave Massiah

Le forum social n'a pas seulement eu lieu, il s'est aussi très bien passé. Entre trente et quarante mille délégués, si on compte des manifestations tenues en parallèle, y ont activement participé. Il était composé pour 80% d'entre eux de pakistanais venus des différentes parties du Pakistan, mobilisés à partir de forums sociaux locaux. Près de 10 à 15% d'entre eux venaient de la sous-région (Inde, Népal, Bangladesh, Sri Lanka, Afghanistan, etc.) Les indiens très peu nombreux par rapport aux attentes en raison du refus des visas attribués au compte-gouttes la dernière semaine. Le reste du monde comptait mille à deux mille personnes d'une centaine de pays ; avec près de trente personnes, la délégation du CRID était une des plus importantes.

L'ambiance du forum rappelait celle de Mumbai. Les allées entre les tentes étaient parcourues de cortèges qui avaient parfois parcourus la ville, tambourins et bannières en tête. Ils s'arrêtaient dans des séminaires, intervenaient par l'intermédiaire de leurs leaders, assuraient des traductions dans leurs langues. L'ensemble accentuait une dimension culturelle et festive. La participation sociale était très diversifiée avec les syndicats ouvriers, employés, enseignants, les pêcheurs, les dalits et les minorités discriminées, les paysans, les associations de défense des droits, des écologistes et de défense de la paix. La présence des femmes et des jeunes était naturelle et massive.

Environ 600 activités, séminaires, conférences, concerts, activités culturelles, étaient programmées ; près de 20% n'ont pas eu lieu et ont sombré dans la cohue, les autres ont été très suivies. On retrouvait tous les thèmes habituels des forums : la dette, l'OMC, le patriarcat, la situation des femmes, la pauvreté, les inégalités, l'environnement, l'accès à la terre, la question urbaine, les OGM, la question paysanne et l'agriculture, les marchés financiers, l'environnement, les collectivités locales, l'hégémonie états-unienne et son alliance dominante avec l'Europe et le Japon, etc. Il était impressionnant de lire dans ce programme la



construction d'un référentiel commun de vision du monde et la prise de conscience des réalités du système qui régit le monde et la planète. Dans le processus des forums, les problématiques communes s'affinent en prenant en compte la diversité des situations. La discussion sur les alternatives et les propositions de négociations fait de plus en plus nettement la part entre les échelles mondiale, des grandes régions, nationales et locales.

Le Forum a eu ses grands moments. Il était orienté sur la question des guerres et mettait au centre de ses préoccupations le rapport entre la paix, la justice et la démocratie. L'émotion a été d'une rare intensité quand la quasi-totalité des leaders des fractions en guerre au Cachemire sont venus, pour une des premières fois, discuter publiquement de la paix à l'invitation des mouvements sociaux et citoyens de la région et du monde. D'autres événements ont été marquants, comme la création d'une plate-forme des mouvements dalits du Pakistan, de l'Inde, du Bangladesh, du Népal et du Sri Lanka. Le débat sur les religions a été très vigoureux, laissant sa place à la spiritualité et à l'interrogation sur le sacré, et réaffirmant sans concessions le refus des fondamentalismes.

Le Pakistan Fisherfolk Forum, syndicats de pêcheurs et associations de communautés de pêcheurs, un des organisateurs du forum a réuni une convention de dix mille familles de pêcheurs, à cent kilomètres de Karachi, formellement rattachée au forum. Il a mis en avant la détérioration des conditions de vie des pêcheurs, le désastre écologique de la baie de l'Indus, le refus de la guerre des frontières entre l'Inde et le Pakistan, le refus de la dictature militaire et la revendication de la démocratie. Il y a six



Même si les forums sociaux en sont une des principales caractéristiques, ils ne résument pas le mouvement altermondialiste. Le débat porte en grande partie sur le rapport au politique, et notamment sur le rapport aux mouvements sociaux et citoyens, aux partis, aux gouvernements, etc. Il est beaucoup plus riche et engagé qu'on ne l'imagine. J'ai demandé à des amis indiens organisateurs du forum de Mumbai si celui-ci avait eu des conséquences sur la politique indienne. Après avoir réfléchi, ils m'ont répondu : oui, pas uniquement les forums, mais ils y ont contribué. Le forum de Mumbai a mis en visibilité internationale la question des castes, a redonné confiance à certains des mouvements contre les discriminations et a renforcé leur présence. Il y a eu une autre évolution. Les deux partis communistes indiens qui réfléchissaient toujours de manière centrée sur l'Inde, ont élargi leurs perspectives ; ils ont discuté par exemple longuement des limites de la victoire de Lula au Brésil. Ils ont décidé de profiter de l'affaiblissement du parti du Congrès pour proposer une alliance contre les fondamentalismes. Ils ont défini le soutien sans participation et particulièrement sans ministres. De cette manière, sans gagner une inversion des politiques néolibérales, ils ont obtenu quatre mesures qui sont d'une autre inspiration (le « employment guarantee act » qui garantit à chaque paysan cent jours de travail ; le « information act » qui pourrait servir aux mouvements contre la corruption ; le « free education act » et le « forest values for indigenous »).

Le processus des forums sociaux mondiaux s'impose dans l'évolution géopolitique aux niveaux mondiaux et des grandes régions ; il s'ancre aux niveaux locaux et nationaux. Il crée un espace de discussion ouvert qui permet, par la présence des mouvements inscrits dans d'autres sociétés, de renouveler les perspectives. Il crée un espace des possibles, un espace où se retrouvent des courants et des mouvements qui ne se rencontraient jamais et qui peuvent discuter des situations, des projets de transformation et des alliances.

ans, ce mouvement avait réussi à déloger l'armée qui tentait de s'approprier le littoral.

Le forum social mondial a été organisé en 2006 sous une forme polycentrique imaginée au départ pour compenser l'absence d'un forum mondial unique. La réussite des trois événements est incontestable, sans compter l'assemblée constitutive du forum social maghrébin à Bouznika. Un forum à Bangkok en octobre s'est rajouté de manière inattendue. Chaque événement a eu sa spécificité. Bamako a rendu visible l'émergence du mouvement social et citoyen africain, Caracas s'est inscrit dans la montée en puissance du nouveau mouvement politique en Amérique Latine, Karachi a mis en avant la volonté des peuples pour la paix, la démocratie et la justice dans la zone des tempêtes en Asie du Sud. Après Bamako et Karachi, le forum social mondial s'enrichit du débat dans les sociétés musulmanes. Il ne s'agissait pas de forums régionaux ou continentaux, la dimension mondiale a marqué chaque événement et une problématique commune s'est renforcée à travers chacun d'entre eux.

Le processus des forums sociaux mondiaux ne manque pas de difficultés et de contradictions. Les questions financières et d'organisation sont lancinantes. Surtout, il faut admettre que, malgré des succès dans la bataille des idées, nous n'avons pas réussi à arrêter la mise en œuvre des politiques néo-libérales et conservatrices et à empêcher les guerres préventives et l'hégémonie états-unienne. Il est donc normal et sain que les débats sur les orientations et les évolutions soient vifs et continus.



Athènes

Pause pour une réflexion

Chaque Forum social européen (FSE) est l'occasion d'un pas en avant ; de nouveaux progrès sont chaque fois accomplis. Florence, Paris, Londres et aujourd'hui Athènes sont certainement des étapes positives, mais il ne serait pas inutile de prendre le temps de revisiter la distance que nous avons parcourue depuis 2001.

Par PK MURTHY

Florence comme Paris et Londres a vu un rassemblement en majorité de jeunes anti/alter mondialiste qui étaient surtout venus des pays de l'Europe de l'Ouest - Allemagne, Angleterre, Belgique, Espagne, France, Italie et d'autres pays. À Athènes, en revanche, en plus de la participation massive des Grecs, le FSE a plus largement ouvert ses portes à de nombreux militants de l'Europe de l'Est - Russes, Polonais, Tchèques, Slovaques, Hongrois et aussi Turques, Kurdes et Palestiniens. Il était apparent qu'il existe une distinction bien visible Nord-Sud au sein de l'Europe même.

Alors que des débats existent quant à l'utilité de ces forums, il faut reconnaître qu'ils restent un lieu nécessaire de rencontre pour tous ceux qui veulent apprendre à se comprendre et, en même moment, veulent forger des alliances sans être sectaires, sans essayer de s'approprier l'espace pour soi-même — c'est-à-dire en respectant ce concept «d'espace libre et ouvert» qui permet à la grande diversité, à la pluralité et à l'hétérogénéité des participations de se retrouver sur la base d'un rejet radical, commun, du néo-libéralisme capitaliste et de cette mondialisation impérialiste qui étouffent et tuent le peuple laborieux de tous les continents.

Le FSE, tout comme le Forum social mondial (FSM), est fondé sur la Charte qui nous a permis à nous de nous retrouver ensemble dans cet espace ouvert, sans nous replier chacun dans l'enclot fermé de nos organisations d'origine - mouvements sociaux, syndicats, ONG, etc. La mondialisation néo-libérale, les guerres et les invasions des puissances impérialistes, l'existence du mouvement pour la paix, ainsi que d'autres mouvements (contre la faim, ou la prolifération des armements nucléaires) nous ont obligé à briser les barricades qui nous séparaient et à construire des réseaux en plus des débats et des discussions dans les plénières et ateliers qui ont lieu au sein du forum.

Le FSM, conçu au Brésil et après 3 éditions à Porto Alegre depuis 2001, a perdu un peu de son souffle et de son élan, car il s'est limité à être un point de rencontre des militants appartenant à de nombreux mouvements sociaux et ONG de presque tous les continents. Les thèmes étaient nombreux et les débats étaient exhaustifs, mais le forum risque de se réduire à un champ clos où se retrouvent les seuls militants.



Le Forum de Mumbai en 2004 ainsi que les forums polycentriques de 2006 à Bamako, Caracas et Karachi, ont trouvé de nouvelles dimensions pour que les forums ne se réduisent pas à un enclot réservé à des rencontres de quelques activistes privilégiés. Au forum de Mumbai, comme il a été correctement souligné, les mouvements populaires se sont approprié l'espace, lui donnant son dynamisme social et militant.

Le risque est en effet que les membres des mouvements sociaux ou de quelques ONG disposant d'importantes ressources financières ne se rencontrent qu'entre eux avec pour mission de «convertir les convertis», oubliant que c'est la grande masse de nos pays qui est victimes de la mondialisation, des guerres, etc.

Le Forum n'a raison d'être que si ses portes sont ouvertes tout grand à l'entrée des ouvriers, paysans, jeunes, immigrants, dalits et à toutes les victimes d'un capitalisme monstrueux et d'une mondialisation qui, chaque jour, fait de notre monde un enfer insupportable. D'où ces luttes pour un «Non» à la Constitution européenne, contre le CPE, pour le droit à l'immigration et au travail, pour le droit de contrôler les ressources naturelles comme au Venezuela et en Bolivie, contre les guerres et les invasions, contre les grands barrages en Inde ou ailleurs ; ces luttes qui, avec beaucoup d'autres, expriment le refus de l'actuel système dominant.

Le FSE a, en ce sens, besoin d'une réflexion pour restructurer ses thèmes et pour assurer une participation plus vivante de ces milliers de militants qui sont à la recherche d'un horizon commun à leurs multiples luttes.

Il reste cependant certain que le FSE comme le FSM ont acquis leur raison d'être. Si Davos a lieu chaque année pour réaffirmer l'unité des riches et des exploités de la planète, nous réaffirmons nous aussi la solidarité de celles et ceux qui, à travers les cinq continents sont bien décidés à ne pas être les esclaves du système inhumain de la mondialisation néolibérale sous ses diverses formes. Le FSM continuera à être ce point de rencontre et aussi, peut-être, le porte drapeau de ce combat.

Pourquoi « Alternatives international » ?

Samedi 15 janvier 2005 par Alternatives international

Nous vivons une période de grands bouleversements. Avec l'essor du capitalisme néolibéral et la disparition du grand « compétiteur » qu'était l'Union Soviétique, un nouveau système impérial se construit à travers de nouvelles guerres, la transformation de l'ONU en une chambre d'enregistrement des décisions américaines, le contrôle renforcé des institutions financières et commerciales, etc. Cet impérialisme « ancienne manière » s'impose sans foi ni loi devant le reste du monde dans un rythme accéléré par les événements du 11 septembre.

De l'autre côté, le mouvement citoyen mondial s'affirme, passe des résistances à la mise en avant d'alternatives. Un autre monde est possible renoué avec une volonté d'émancipation contre un système fondé sur l'exploitation, le sexisme, le racisme et la violence. Le Forum social mondial (FSM), au départ une rencontre, s'efforce de devenir un processus mondial, permanent, articulé, de réseautage, de création d'une nouvelle culture, de nouvelles « valeurs » d'un mouvement social qui cherche à s'affirmer un acteur incontournable, à la fois face aux États qui essaient de le mâter, et pour les mouvements politiques de gauche qui cherchent à s'en inspirer.

Bref, les contradictions d'aiguisent et nous devons être capables de penser en même temps la radicalisation de la droite et les immenses mobilisations qui émergent des mouvements sociaux de Seattle à Québec en passant par Gênes, Buenos Aires et Johannesburg. Pour le moment, ce

mouvement n'a pas de centralité et ne se traduit pas par un projet ou une représentation politique univoque. Mais il s'y dessine à l'évidence des principes communs et des lignes de convergence qu'il est indispensable, pour sa maturation et son efficacité, de renforcer. Comme le signalent les mouvements sociaux réunis à l'occasion du Forum social mondial, « notre diversité est grande - femmes et hommes, jeunes et adultes, peuples indigènes, ruraux et urbains, travailleurs et chômeurs, sans abris, retraités, étudiants, immigrants, peuples de toutes croyances, couleurs et préférences sexuelles. Cette diversité fait notre force. Elle est la base de notre unité. Notre mouvement de solidarité est global, uni dans une même détermination contre la concentration de la richesse, l'extension de la pauvreté et des inégalités, contre la destruction de notre terre. Nous construisons des solutions alternatives, et nous les mettons en œuvre de façon créative. Nos luttes et résistances sont le ciment d'une large alliance contre un système basé sur le sexisme, le racisme et la violence, un système qui privilégie systématiquement le capital et le patriarcat sur les besoins et les aspirations des peuples ».

Pour être à la hauteur de tous ces défis, nous avons décidé de faire converger nos efforts et de créer le Réseau « Alternatives - international », qui regroupe des associations de plusieurs pays dans le but de renforcer les synergies et les actions communes. Nous voulons être à la fois :

- Un réseau de mouvements sociaux qui se reconnaissent comme des acteurs importants dans la lutte pour la transformation sociale et politique.
- Un réseau qui promeut des actions de solidarité à l'échelle internationale, pour la démocratie, la justice sociale, les droits et le développement durable, contre l'impérialisme, le militarisme, le racisme.

**alternatives
international**



Les contributeurs

SUMANTA BANERJEE enseigne sur et écrit sur les mouvements populaires en Inde et est basé à Calcutta.

MUSTAFA BARGHOUTI est médecin et secrétaire général du Palestinian National Initiative

PIERRE BEAUDET est chercheur avec Alternatives-Canada et co-directeur d'AlterInter

WALDEN BELLO dirige le centre de recherches Focus on Global South, basé à Bangkok.

DANIEL CHAVEZ est chercheur avec le Trans National Institute à Amsterdam.

NOAM CHOMSKY enseigne au Massachusetts Institute of Technology.

MIKE DAVIS enseigne à l'Université de Californie à Los Angeles et est auteur de plusieurs bouquins dont *Génocides tropicaux - catastrophes naturelles et famines coloniales aux origines du sous-développement* (La Découverte, 2005)

GUSTAVA MASSIAH est président du CRID et co-directeur d'AlterInter

PK MURTHY travaille dans le mouvement social à Mumai en Inde.

JEAN NAGA est correspondant pour Inprecor en Afrique.

YURI PRASAD écrit pour Socialist Review à Londres.

MICHEL WARSHASVLY préside l'Alternative Information Center de Jérusalem et est co-directeur d'AlterInter.

POINTS DE REPÈRE

MONTRÉAL
3720 avenue du Parc
bureau 300, Montréal
(Québec) H2X 2J1

PARIS
21 tel rue Voltaire
75011
Paris

RABAT
63 rue El Kadi Ayaad
Dour Jamaa
Rabat

JERUSALEM
PO Box 31417
Jerusalem
91313

<http://alternatives-international.net>